

# **COMPTE RENDU SUR LES QUESTIONS INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL MUNICIPAL DU VENDREDI 17 DECEMBRE 2021**

## **1. Approbation du Procès-Verbal de la Séance du Conseil Municipal du 25 octobre 2021**

**Sur Rapport de Mme AROSTEGUY** : il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver le procès-verbal de la séance du 25 octobre 2021 joint à la présente note de synthèse.

**ADOpte**

◇◇◇◇◇◇

## **2. Accueil et installation d'un nouveau conseiller municipal en raison de la démission d'un adjoint**

**Sur rapport de Mme AROSTEGUY** : Monsieur Nicolas MARTINEZ élu le 28 juin 2020, en qualité de Conseiller Municipal de la commune de Biarritz et le 3 juillet 2020 Adjoint au Maire, a envoyé une lettre de démission de son mandat d'Adjoint au Maire par courrier reçu en préfecture le 22 novembre 2021 et acceptée par Monsieur le Préfet le 23 novembre 2021.

Conformément à l'article L2122-15 du C.G.C.T., cette démission devient définitive à compter de son acceptation par le Préfet

Monsieur Nicolas MARTINEZ a par ailleurs présenté au Maire sa démission volontaire de son mandat de Conseiller municipal.

Conformément à l'article L 2121-4 du C.G.C.T., Madame le Maire a pris acte de sa démission du Mandat de Conseiller municipal.

Conformément aux règles édictées à l'article L270 du code électoral, « le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le conseiller municipal élu sur cette liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit ».

En conséquence, compte tenu du résultat des élections qui se sont déroulées le 28 juin 2020, Monsieur Didier BARBERTEGUY, a été appelé à remplacer Monsieur Nicolas MARTINEZ.

En application de l'article L270 du Code électoral, Monsieur Didier BARBERTEGUY a été installé dans ses fonctions de Conseiller municipal.

Le tableau du conseil municipal sera mis à jour en conséquence.

Il a été demandé au conseil municipal de bien vouloir en prendre acte.

**LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE**

◇◇◇◇◇◇

## **3. Election de 2 adjoints au Maire**

**Sur rapport de Mme AROSTEGUY** : Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, Vu la délibération en date du 3 juillet 2020 fixant le nombre d'Adjoints au Maire à 13, Vu les délibérations en date du 3 juillet 2020 relative à l'élection du Maire et des Adjoints.

Considérant les lettres de démissions de Madame Muriel DUBOIS-VIZIOZ, et de Monsieur Nicolas MARTINEZ de leurs fonctions d'Adjoints au Maire.

Considérant les courriers d'acceptation des démissions de Madame Muriel DUBOIS-VIZIOZ et de Monsieur Nicolas MARTINEZ par Monsieur le Préfet des Pyrénées Atlantiques.

Considérant la nécessité de remplacer Madame Muriel DUBOIS-VIZIOZ et Monsieur Nicolas MARTINEZ pour la bonne marche de l'administration communale,

Considérant que dès lors, il y a lieu de procéder à l'élection de 2 adjoints au Maire, au scrutin secret.

Il est fait application de l'article L 2122-7-2 du C.-G.-C.-T. -1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> alinéas, qui stipule : *Dans les communes de 1 000 habitants et plus, les adjoints sont élus au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel. La liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.*

*Quand il y a lieu, en cas de vacance, de désigner un ou plusieurs adjoints, ceux-ci sont choisis parmi les conseillers de même sexe que ceux auxquels ils sont appelés à succéder. Le conseil municipal peut décider qu'ils occuperont, dans l'ordre du tableau, le même rang que les élus qui occupaient précédemment les postes devenus vacants.*

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, a décidé que les 2 nouveaux adjoints occuperont dans l'ordre du tableau, le même rang que les élus qui occupaient précédemment les postes devenus vacants (8<sup>ème</sup> et 11<sup>ème</sup> rang)

Il a donc été décidé par le conseil municipal que les nouveaux adjoints occuperont dans l'ordre du tableau les mêmes rangs que les élus qu'ils remplacent. (8<sup>ème</sup> et 11<sup>ème</sup> rang)

La candidature de la liste de la majorité municipale composée de

-Mme Patricia POURVAHAB

-M Mathieu KAYSER

A été déposée

Aucune autre liste n'ayant été déposée, il a été procédé aux opérations de vote à bulletin secret.

Mme SUDAROVICH et M. RODRIGUES REIS ont été désignés assesseurs,

Après le vote du dernier conseiller municipal, le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

- nombre d'inscrits	35
- nombre de votants	35
- nombre de bulletins trouvés dans l'urne	35
- <u>A déduire</u> : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître	08
- <u>Reste</u> pour le nombre de suffrages exprimés	27
- Majorité absolue	14

**A OBTENU :**

Liste de la majorité municipale composée de  
- Mme Patricia POURVAHAB  
- M Mathieu KAYSER

27 voix.

La liste de la majorité municipale composée de :

- Mme Patricia POURVAHAB  
- M Mathieu KAYSER

ayant obtenu la majorité absolue,

sont proclamés élus Adjoints au Maire :

- Mme Patricia POURVAHAB, 8ème Adjoint au Maire  
- M Mathieu KAYSER, 11ème Adjoint au maire

◇◇◇◇◇◇

#### **4. Ouverture des commerces le dimanche Dérogation au repos dominical des salariés des commerces de détail pour l'année 2022 – Avis du conseil municipal.**

Sur rapport de Monsieur Fabrice-Sébastien BACH : Il a été tout d'abord rappelé que le statut de commune d'intérêt touristique de la Ville de Biarritz permet à ses commerçants d'employer du personnel salarié le dimanche, sans limitation pour la plupart des activités, et jusqu'à 13h pour les commerces alimentaires, sous réserve de la conclusion d'un accord fixant pour les salariés concernés les compensations et contreparties.

Par ailleurs, les commerces de fabrication alimentaire destinée à une consommation immédiate bénéficient d'une dérogation de droit.

Or, l'article L.3132-26 du code du travail, modifié par la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron, dispose que :

*« Dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du maire prise après avis du conseil municipal.*

*Le nombre de ces dimanches ne peut excéder douze par année civile. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante. Elle peut être modifiée dans les mêmes formes en cours d'année, au moins deux mois avant le premier dimanche concerné par cette modification.*

*Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre. A défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable ».*

Cette disposition peut donc être utilisée pour permettre aux commerces alimentaires, hors dérogation de droit, d'ouvrir le dimanche en employant du personnel salarié, après 13h, ainsi que pour les commerces de détail qui n'auraient pas conclu d'accord d'entreprise.

Le code du travail précise par ailleurs que seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche.

Chaque salarié privé de repos dominical perçoit une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps.

Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure à 400 m<sup>2</sup>, lorsque les jours fériés légaux, à l'exception du 1er mai, sont travaillés, ils sont déduits par l'établissement des dimanches désignés par le maire, dans la limite de 3.

Il est précisé que ces dérogations sont accordées collectivement pour l'ensemble des établissements de la même branche commerciale.

Il est à souligner que les périodes de forte activité des commerces intéressés diffèrent selon leur nature (voir tableau ci-dessous).

La décision du Maire supprimant le repos dominical est prise après consultation préalable obligatoire des organisations d'employeurs et de salariés intéressées.

Suite à la consultation des commerces de détail de la Ville, la liste suivante a été proposée :

Code NAF	Branches commerciales	Liste dimanches
4711 A	Surgelés (Etablissement Picard)	4 11 18 décembre (Fêtes de fin d'année)
4711 F	Hypermarchés (Etablissement Leclerc Iraty)	17 24 31 juillet (Saison été) 7 14 21 28 août (Saison été) 2 octobre (Foire aux vins) 27 novembre (Black Friday) 4 11 18 décembre (Fêtes de fin d'année)
1089 Z	Fabrication d'autres produits alimentaires (Nespresso)	3 10 17 24 31 juillet (Saison été) 7 14 21 28 août (Saison été) 27 novembre (Black Friday) 11 18 décembre (Fêtes de fin d'année)
A u t r e s codes NAF Alimentaires	Autres activités alimentaires (Sauf les commerces bénéficiant d'une dérogation de droit)	17 avril (WE Pâques) 3 10 17 24 31 juillet (Saison été) 7 14 21 28 août (Saison été) 11 18 décembre (Fêtes de fin d'année)
Tous codes NAF équipement personne et maison	Equiperment de la personne et de la maison	3 10 17 24 31 juillet (Saison été) 7 14 21 28 août (Saison été) 23 octobre (braderie) 11 18 décembre (Fêtes de fin d'année)
Tous codes NAF des concessions automobiles	Concession automobile (Etablissement Renault)	16 janvier (Portes ouvertes) 13 mars (Portes ouvertes) 12 juin (Portes ouvertes) 18 septembre (Portes ouvertes) 16 octobre (Portes ouvertes)

Afin de soutenir l'activité commerciale de Biarritz, dans un contexte concurrentiel fort, et pour répondre au mieux à la demande des consommateurs, il a été demandé au Conseil Municipal de donner un avis favorable à l'ensemble de ces propositions de dérogations au repos dominical des salariés des commerces de détail de la Ville de Biarritz.

#### **ADOPTÉ**

**Guillaume BARUCQ – Lysiann BRAO – Brice Morin votent contre**

◇◇◇◇◇◇

#### **5. Approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de la Communauté d'Agglomération Pays Basque**

**Sur rapport de M. CHAZOILLERES** : Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Vu le Code Général des Impôts, notamment son article 1609 nonies C du Code Général des Impôts ;  
Vu la délibération du Conseil communautaire, en date du 31 juillet 2020, fixant la composition de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de la Communauté d'Agglomération Pays Basque

Vu l'arrêté du Président de la Communauté d'Agglomération Pays Basque en date du 4 mai 2021 fixant la liste des membres de la CLECT ;  
Vu le rapport établi par la CLECT du 15 septembre 2021 relatif aux évaluations de transferts de charges concernant :

- la salle Omnisport de Tardets ;
- l'arrêt du service de collecte des déchets verts (commune de Saint Jean de Luz) ;
- le financement des animations locales (Amikuze et Pays de Bidache).

Le conseil municipal après avoir entendu l'exposé de son rapporteur et en avoir délibéré, a été invité à :

- approuver le rapport de la CLECT du 15 septembre 2021 tel que présenté en annexe ;
- autoriser Mme le Maire à effectuer toutes les démarches utiles et nécessaires en vue de l'application de la présente délibération et à signer tout document se rapportant à cette affaire.

#### **ADOpte à l'unanimité**

◇◇◇◇◇◇

### **6. Règlement Local de Publicité Intercommunal : Validation en vue de l'arrêt par la Communauté d'Agglomération Pays Basque du RLPI**

#### **Sur rapport de M. Fabrice-Sébastien BACH :**

##### **1.Le contexte institutionnel :**

Préalablement à la création de la Communauté d'Agglomération Pays basque (CAPB), la Communauté d'agglomération Côte basque Adour a engagé la prescription de l'élaboration du Règlement local de publicité intercommunal (RLPI) à l'échelle de ses 5 communes membres (Anglet, Bayonne, Biarritz, Bidart et Boucau) par délibération en date du 28 septembre 2016.

En application des dispositions de l'article L 581-14-1 du Code de l'environnement, cette délibération a également précisé les objectifs poursuivis, fixé les modalités de concertation avec le public ainsi que les modalités de collaboration avec les communes membres.

Aussi, la Communauté d'Agglomération Pays basque porte aujourd'hui la procédure du Règlement local de publicité intercommunal engagée par la Communauté d'agglomération Côte basque Adour dans le respect du cadre posé par la Charte de gouvernance adoptée le 21 juillet 2017.

##### **2.Le Règlement local de publicité intercommunal :**

Outil de planification, le RLPI est un document qui édicte des prescriptions à l'égard de la publicité, des enseignes et préenseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique.

La réglementation nationale, cadre législatif dans lequel doit s'inscrire le RLPI, poursuit un objectif de protection du cadre de vie, de mise en valeur du paysage tout en veillant au respect de la liberté d'expression et de la liberté du commerce et de l'industrie.

La Ville de Biarritz dispose d'un Règlement Local de Publicité approuvé le 28 avril 1997, aujourd'hui inadapté compte tenu de l'évolution de la législation, et des nouvelles technologies en matière de dispositifs publicitaires.

Le projet de RLPI-CBA permet donc de mettre à jour/actualiser mais également d'harmoniser la réglementation de l'affichage extérieur à l'échelle des 5 communes précitées.

La procédure d'élaboration du RLPI est régie par les dispositions de l'article L.581-14-1 du Code de l'environnement, lequel précise que ce document est élaboré, révisé ou modifié conformément aux procédures d'élaboration, de révision ou de modification des Plans locaux d'urbanisme.

### **3.Objectifs fixés par le Règlement local de publicité intercommunal :**

Pour rappel, lors de sa prescription, les objectifs fixés par le Règlement local de publicité intercommunal Côte basque Adour étaient les suivants :

- Etablir un RLPI en prenant en compte la nouvelle réglementation nationale du « Grenelle II »,
- Harmoniser et donner une cohérence d'ensemble au traitement de la publicité, des enseignes et préenseignes sur le territoire communautaire,

Protéger et préserver la qualité de la ville et du cadre de vie, notamment en :

- Limitant l'impact des dispositifs publicitaires sur le patrimoine naturel et/ou bâti
- Réglementant strictement les publicités, enseignes et préenseignes dans les secteurs des périmètres de protection pour valoriser les principaux centres historiques et patrimoniaux de l'Agglomération, en interdisant les publicités dans les secteurs des périmètres de protection listés à l'article L 581-8-1° du Code de l'environnement,
- Fixant des règles de densité, de format, d'implantation, de hauteur (gabarit) des dispositifs publicitaires en agglomération sur le territoire communautaire ;
- En lien avec les réflexions portées par le PLUI, traiter les entrées de ville (articles L111-6 et suivants du Code de l'urbanisme) pour mieux maîtriser la publicité et les enseignes aux entrées de ville, de façon à assurer la qualité visuelle et paysagère des principaux axes structurants de l'Agglomération (harmonisation des différentes règles existantes et mise en place de règles adaptées pour les différents dispositifs permanents ou temporaires) ;
- Apporter de nouvelles règles favorisant l'amélioration de la sécurité en adéquation avec les dispositions du Code de la route ;
- Tenir compte des nouveaux procédés et des nouvelles technologies en matière de publicité, enseignes et préenseignes, tous supports confondus y compris numériques et les réglementer en conséquence.

### **4.La collaboration de l'intercommunalité avec l'ensemble des communes :**

Conformément à la délibération de prescription du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Côte basque Adour en date du 28 septembre 2016, le Règlement local de publicité intercommunal a été élaboré en étroite collaboration avec les 5 communes concernées.

Suite à l'absorption de la Communauté d'agglomération Côte basque Adour par la CAPB, les modalités de gouvernance et de collaboration du RLPI ont dû évoluer. Elles ont été redéfinies afin de prendre en considération le nouveau contexte institutionnel. Ces nouvelles modalités de collaboration ont été présentées en Conférence intercommunale des maires du 21 juillet 2017 puis approuvées par délibération du Conseil communautaire de la CAPB du 23 septembre 2017.

Depuis, pour donner suite au renouvellement des instances communales et communautaires intervenu en 2020 et pour modifier la composition du Comité de pilotage (COPIL RLPI-CBA), ces modalités de collaboration ont été redéfinies par délibération du Conseil communautaire du 19 juin 2021.

Le projet RLPI a ainsi été notamment établi, travaillé et débattu au travers du Conseil Communautaire et Exécutif de la CAPB, de la Conférence intercommunale des maires de la CAPB et du Comité du Pilotage et technique.

## **5. Le partenariat avec les Personnes publiques associées et consultées (PPA et PPC)**

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et du Code de l'environnement, les partenaires ont été informés de l'avancée de la procédure et ont été destinataires de tous documents utiles pour leur permettre de participer à la construction du RLPI.

En complément de ces informations, des réunions ont été organisées aux étapes clés de la procédure :

### Les réunions avec les PPA

Une première réunion s'est tenue le 11 décembre 2017 en présence des représentants de l'Etat (DDTM64, ABF) et des chambres consulaires (CCI) à l'occasion de laquelle ont été partagés une analyse présentant les différents enjeux du territoire (patrimoine naturel et agricole / patrimoine bâti / Tram'bus / ambiance urbaine / voies structurantes et entrées de ville / Aéroport aéroport et zones d'activités), ainsi que le diagnostic de la situation de la publicité extérieure sur le territoire. Ont également été présentées les premières préconisations en matière de réglementation de la publicité et des enseignes.

Après validation des enjeux lors d'un comité de pilotage s'étant tenu le 3 octobre 2018, une seconde réunion a été organisée le 8 octobre 2019. Elle a été l'occasion de présenter un document plus abouti constituant un projet de RLPI avec un zonage et des dispositions relatives à chacune des zones préalablement identifiées.

### Les réunions avec les PC (associations locales, afficheurs et commerçants) :

Une première réunion avec les Personnes Consultées s'est tenue le 8 octobre 2019. Lors de cette réunion, un projet de RLPI comportant un zonage et les principales dispositions applicables dans chacune de ces zones a été présenté. Cette première réunion a principalement porté sur des éléments de procédure (modalité de concertation, date envisagée d'entrée en vigueur du RLPI, articulation avec les dispositions de la loi LCAP). Des questions de fond ont également été abordées telles que l'interdiction de la publicité numérique sur l'ensemble du territoire, la portée des règles de densité applicables à la publicité ou la reprise des dispositions du RLP de Bayonne qui interdit la publicité aux abords de certains carrefours identifiés.

Les deuxième et troisième réunions (5 décembre 2019 et 4 octobre 2021) se sont quant à elles principalement concentrées sur la place de la publicité sur mobilier urbain dans le projet. Pour les uns (associations), elle devrait être soumise aux mêmes interdictions et limitations que la publicité sur les propriétés privées. Pour les autres (afficheurs), la publicité sur propriété privée devrait bénéficier des mêmes possibilités d'implantation que la publicité sur mobilier urbain au risque de porter atteinte aux règles de la concurrence.

## **6. La concertation avec le public :**

### Modalités de la concertation et respect de leur mise en œuvre :

La délibération de prescription du RLPI-CBA en date du 28 septembre 2016 avait fixé les modalités de la concertation comme suit :

- Mise à disposition, sur le site internet de l'Agglomération, d'éléments d'information sur le contenu et l'avancement des études, ainsi que sur la procédure de RLPI ;

- Mise à disposition du public, au siège de l'Agglomération et dans chaque mairie des communes membres, aux heures et jours habituels d'ouverture, d'un dossier d'information sur le RLPI, évoluant en fonction de l'avancée du projet ;

- Mise à disposition du public, au siège de l'Agglomération et dans chaque mairie des communes membres, aux heures et jours habituels d'ouverture, d'un registre de concertation donnant la possibilité à la population d'inscrire ses observations et propositions ;

- Possibilité d'adresser des courriers au Président de l'Agglomération, à l'adresse suivante : 15 avenue Foch – 64115 Bayonne Cedex ;

- Organisation par la Communauté d'Agglomération d'une réunion publique au siège de l'Agglomération ou autres lieux sur le territoire communautaire, annoncée par voie de presse dans un journal diffusé dans le département et par affichage sur les panneaux de l'Agglomération et des cinq communes membres.

Dans ce cadre, les mesures ci-après ont été prises :

- La création d'une page dédiée « Elaboration du règlement local de publicité intercommunal Côte basque Adour » sur le site internet de la CAPB sous l'onglet « Concertations réglementaires », relayée sur le site Internet de la Ville de Biarritz contenant les éléments suivants :

- La délibération en date du 28 septembre 2016 relative à la prescription de l'élaboration du RLPI-CBA et à la définition des modalités de gouvernance et de collaboration entre les communes et la Communauté d'Agglomération ;
- La délibération en date du 23 septembre 2017 relative à la redéfinition des modalités de gouvernance et de collaboration entre les communes et la Communauté d'Agglomération suite à la création de la CAPB ;
- La délibération en date du 19 juin 2021 relative à la redéfinition des modalités de gouvernance et de collaboration entre les communes et la Communauté d'Agglomération suite aux élections de 2020 ;
- Les affiches des réunions publiques des 6 février 2019, 18 décembre 2019 et 6 octobre 2021 ;
- Les supports de présentation et comptes-rendus des réunions publiques des 6 février 2019, 18 décembre 2019 et 6 octobre 2021 ;
- Les supports de présentation et comptes-rendus des réunions à destination des acteurs économiques et associatifs des 8 octobre 2019, 5 décembre 2019 et 4 octobre 2021 ;
- Le diagnostic du RLPI-CBA ;
- Des cartes du projet de plan de zonage
- La constitution d'un dossier complété au fur et à mesure de l'avancement des travaux du RLPI a été mis à disposition au siège de l'Agglomération et en Mairie de Biarritz. Il a permis de mettre à disposition du public ;
- La délibération en date du 28 septembre 2016 relative à la prescription de l'élaboration du RLPI-CBA et à la définition des modalités de gouvernance et de collaboration entre les communes et la Communauté d'Agglomération ;

- La délibération en date du 23 septembre 2017 relative à la redéfinition des modalités de gouvernance et de collaboration entre les communes et la Communauté d'Agglomération suite à la création de la CAPB ;
- La délibération en date du 19 juin 2021 relative à la redéfinition des modalités de gouvernance et de collaboration entre les communes et la Communauté d'Agglomération suite aux élections de 2020 ;
- Les affiches des réunions publiques des 6 février 2019, 18 décembre 2019 et 6 octobre 2021 ;
- Les supports de présentation et comptes-rendus des réunions publiques des 6 février 2019, 18 décembre 2019 et 6 octobre 2021 ;
- Les supports de présentation et comptes-rendus des réunions à destination des acteurs économiques et associatifs des 8 octobre 2019, 5 décembre 2019 et 4 octobre 2021 ;
- Le diagnostic du RLPI-CBA ;
- Des cartes du projet de plan de zonage

La mise à disposition de registres destinés à recueillir les observations au siège de la Communauté d'Agglomération Pays basque ainsi qu'en Mairie de Biarritz ;

La création d'une adresse courriel concertation.urbanisme@communauté-paysbasque.fr permettant au public de faire part de ses observations tant sur le diagnostic de la situation de la publicité et des enseignes sur le territoire que sur le projet de RLPI ;

L'organisation de 3 réunions publiques au cours desquelles ont été présentés :

- Réunion du 6 février 2019 : contexte institutionnel, diagnostic et principaux enjeux
- Réunion du 18 décembre 2019 : projet de règlement et de zonage
- Réunion du 6 octobre 2021 : évolutions par rapport au projet précédemment présenté

L'organisation de 3 réunions spécifiques à destination des acteurs associatifs et économiques au cours desquelles ont été présentés :

- Réunion du 8 octobre 2019 : projet de zonage et principales dispositions de chaque zonage
- Réunion du 5 décembre 2019 : projet RLPI et dispositions relatives au mobilier urbain
- Réunion du 4 octobre 2021 : évolutions par rapport au projet précédemment présenté spécifiquement par rapport au mobilier urbain

#### Analyse quantitative de la concertation :

- aucune observation n'a été consignée dans les différents registres papier ;
- 9 courriers ont été adressés par voie postale ou par voie électronique à la Communauté d'agglomération Pays basque ;
- Les réunions publiques ont mobilisé au total une soixantaine de personnes
- Les réunions spécifiques aux acteurs associatifs et économiques ont mobilisé au total 70 participants environ ;

#### Analyse qualitative de la concertation et prise en compte dans le projet :

D'une manière générale, les habitants et les associations de protection de l'environnement ont souhaité mettre en avant la protection et l'amélioration du cadre de vie tandis que les professionnels ont mis en avant la préservation du dynamisme économique et commercial des acteurs locaux.

Les différentes contributions ont été classées par thème dans le tableau ci-dessous. Les réponses apportées à ces contributions y sont également développées.

Thème	Demande	Réponse dans le projet
-------	---------	------------------------

Régime de la publicité numérique	<p>En raison de son impact sur le cadre de vie, de son caractère accidentogène et de sa consommation d'énergie, il est demandé de l'interdire.</p> <p>A l'inverse, la combinaison des dispositions applicables à la publicité numérique confine à son interdiction.</p>	<p>Le projet limite sévèrement la place de la publicité numérique. Elle est interdite à Bidart et Boucau et n'est envisageable que dans certaines zones (ZAE et abords des axes structurants) du projet dans les autres communes. Lorsqu'elle n'est pas interdite, la plage d'extinction nocturne est renforcée (23 h à 7 h).</p> <p>Le projet n'interdit pas la publicité numérique puisqu'elle est admise dans certaines zones au format établi par le RNP.</p>
Régime de la publicité aux abords de l'aéroport	Tenir compte de la spécificité de l'emprise de l'aéroport	Si la version initiale du projet avait interdit toute forme de publicité sur l'aire de stationnement et les voies d'accès à l'aéroport, la version soumise à l'arrêt réintroduit la possibilité d'implanter de la publicité dans les limites actuelles.
Régime de la publicité sur mobilier urbain	Supprimer le régime dérogatoire accordé à la publicité sur mobilier urbain	<p>La version du projet soumise à l'arrêt ne répond pas totalement à cette demande mais s'en rapproche. La surface unitaire de la publicité sur mobilier urbain est limitée à 2 m<sup>2</sup> dans toutes les zones où elle est également limitée à 2 m<sup>2</sup> sur fonds privés ou interdite.</p> <p>Lorsqu'elle est lumineuse, elle est soumise à la même règle d'extinction nocturne (23 h - 7 h) sauf sur les abris-voyageurs.</p> <p>Le nombre de caissons publicitaires est limité.</p>
	Demande qu'aucune règle restrictive ne lui soit applicable	Rejet de la demande si le mobilier urbain répond à des missions d'intérêt général, cela n'implique pas qu'une restriction ne lui soit applicable. Le projet le soumet par conséquent à une limitation de surface (2 m <sup>2</sup> ) sur tout le territoire, le soumet à une règle d'extinction nocturne (hors abris voyageurs) et limite le nombre de caissons publicitaire dans l'hyper-centre de Bayonne.
	Reprendre la même règle d'interdiction que celle instituée dans le RLP de Bayonne	Le projet procède à un aménagement de la règle bayonnaise en limitant la surface de la publicité à 2 m <sup>2</sup> aux abords des carrefours giratoires ou à feux en la généralisant à l'ensemble du territoire du RLPi.

Régime de la publicité aux abords des carrefours giratoires ou à feux	Assouplir le périmètre de limitation de la surface de la publicité aux abords des carrefours giratoires ou à feux	Rejet de la demande en raison du caractère équilibré du régime ainsi institué.
	Assouplir le régime de la publicité aux abords des carrefours en autorisant la publicité murale de grand format (40,5 m <sup>2</sup> )	Rejet de la demande en raison du caractère équilibré du régime ainsi institué.
Régime de la publicité aux abords des lignes du Tram'bus	Application du régime spécifique que lorsque les abords du tracé du Tram'bus ont fait l'objet d'un aménagement urbain	Rejet de la demande en raison du caractère équilibré du régime ainsi institué.
Régime de la publicité sur le domaine public ferroviaire	Instituer une règle d'interdistance entre les dispositifs publicitaires	Le projet reprend cette demande.
Régime de la publicité sur les baies commerciales	Interdire la publicité sur les baies commerciales	Le projet limite sévèrement la place de la publicité sur les baies commerciales ainsi que celle installée immédiatement derrière à 15 % de la surface totale
Régime de la publicité aux abords des monuments historiques	Réduction du périmètre de protection de 500 m à 100 m	Rejet de la demande, les monuments sont déjà protégés dans le cadre des différents SPR. Ceux qui ne le sont pas à ce titre restent protégés par le périmètre de 500 m (zone 2a) où par le régime de protection de la zone 1 lorsqu'ils sont inclus dans une telle zone
Zonage du RLPi	Réduction du nombre de zones à quatre au lieu de huit	Le projet maintient le nombre de zone envisagé car il permet d'épouser au plus près les caractéristiques du tissu urbain
	Revoir la délimitation de certaines zones afin de permettre l'implantation de davantage de dispositifs publicitaires que ne le permet actuellement le zonage	Le projet maintient le zonage tel qu'il est envisagé, il répond aux exigences des différentes communes
	Réintroduire la publicité en zone 1, 2a et 2b avec application de la règle nationale de limitation	Refus eu égard aux caractéristiques des zones
	Lever l'interdiction de la publicité aux abords du BAB	Rejet de la demande eu égard aux caractéristiques à venir du Boulevard
	Adopter des règles plus permissives en zone 5a et 5b	Rejet de la demande eu égard aux caractéristiques des secteurs résidentiels

Régime des enseignes	Interdire les enseignes sur toiture	Le projet limite drastiquement la possibilité d'implanter des enseignes sur toiture eu égard à leur impact sur le cadre de vie. Lorsqu'elles sont admises, notamment à la Chambre d'Amour (Anglet) la hauteur des lettres
	Différencier les enseignes et les publicités scellées au sol	Le projet impose la forme de « totem » pour les enseignes scellées au sol, ce qui les différencie de la publicité scellée au sol

## 7.Présentation synthétique du dossier de RLPI soumis à l'arrêt :

Le projet de RLPI est constitué du rapport de présentation, du règlement et des annexes.

Le rapport de présentation :

Il s'appuie sur un diagnostic, définit les objectifs et orientations en termes d'implantation publicitaire et d'intégration dans l'environnement, explique les choix, les motifs de délimitation et les règles retenues.

Le diagnostic a été réalisé sur le territoire et s'est décliné en :

- Une analyse urbaine et paysagère du territoire permettant d'identifier les enjeux en matière de publicité et d'enseigne,
- Une analyse des dispositions applicables sur le territoire (RLP communaux et Règlement national de publicité)
- Une analyse de la situation de la publicité sur le territoire

Les conclusions du diagnostic ont permis de définir 12 orientations :

- En matière de publicité :
  - Généraliser le format 8 m² à l'échelle du territoire
  - Interdire la publicité dans les espaces naturels (EBC, ZN et ZA) enclavés
  - Renforcer les règles de densité afin de limiter l'impact visuel des dispositifs et entrées de ville et aux abords des axes structurants
  - Tenir compte des spécificités de la publicité sur mobilier urbain
  - Adapter la présence publicitaire en fonction des caractéristiques des secteurs d'implantation
  - Interdire la publicité numérique dans certains lieux tout en l'accueillant de manière modérée dans d'autres
  - Limiter les nuisances de la publicité lumineuse
- En matière d'enseignes :
  - Reprendre et généraliser les prescriptions d'intégration des enseignes murales en secteurs protégés
  - Adopter des dispositions exigeantes dans les centralités autres que les secteurs protégés
  - Prendre en considération le développement de l'enseigne numérique
  - Comblir les lacunes de la réglementation nationale
  - Limiter les nuisances des enseignes lumineuses

Au regard de la formulation des objectifs, ces orientations ont constitué le socle commun à partir duquel ont été travaillées les propositions réglementaires et de zonage qui sont justifiées dans la partie « Explication des choix » du rapport de présentation.

Le règlement et le zonage :

Le règlement définit 8 zones de réglementation sur lesquelles s'appliquent des règles spécifiques. Chaque règlement de zone est articulé en deux parties : l'une consacrée au régime de la publicité et l'autre au régime des enseignes. Etant ici rappelé que les préenseignes ne font pas l'objet d'un traitement particulier puisqu'elles sont soumises aux dispositions régissant la publicité conformément au Code de l'environnement.

Les zones obéissent à un principe de degré de sévérité décroissante depuis la zone 1 « Patrimoine naturel » qui recouvre les secteurs qui doivent bénéficier d'une protection renforcée jusqu'aux zones 5a et 5b (la zone 6 renvoie au secteur spécifique de l'aéroport) :

- Zone 1 : Patrimoine naturel
- Zone 2a : Patrimoine architectural
- Zone 2b : Quartiers d'intérêt patrimonial
- Zone 3 : Abords des axes structurants
- Zone 4 : Zones d'activités économiques
- Zone 5a : « Autres espaces urbains des agglomérations de plus de 10 000 habitants »
- Zone 5b : « Autres espaces urbains des agglomérations de moins de 10 000 habitants »
- Zone 6 : Emprise de l'aéroport

Ce règlement est complété d'un glossaire visant à faciliter sa compréhension.

#### Les annexes

Les annexes du projet de RLPI comprennent :

- Les arrêtés municipaux fixant les limites d'agglomération
- La carte de la zone agglomérée

#### **8. Etapes suivantes de la procédure**

##### Transmission pour avis du projet de RLPI arrêté :

Le projet de RLPI arrêté sera transmis pour avis aux personnes publiques associées prévues aux articles L132-7, L132-9, L153-16, L153-17, L. 151-12, L.151-13 et L.153-17 et R153-6 du Code de l'urbanisme et aux communes concernées par le projet : Anglet, Bayonne, Biarritz, Bidart et Boucau.

Le projet de RLPI est également soumis pour avis à la Commission départementale compétente en matière de Nature, paysages et sites (CDNPS) en application de l'article L581-14-1 du Code de l'environnement.

##### Modalités de consultation du dossier « Projet de RLPI arrêté » :

Le dossier « Projet de RLPI arrêté » sera consultable en version papier au siège de la Communauté d'agglomération Pays basque et en mairie de Biarritz. Il sera également consultable en version numérique sur le site de la CAPB et sur le site de la Ville de Biarritz.

##### Enquête publique et approbation :

Le projet de RLPI sera ensuite soumis à enquête publique. A l'issue de cette enquête, le dossier, éventuellement modifié pour prendre en compte les avis et les recommandations du Commissaire-enquêteur ou de la Commission d'enquête, sera présenté en Conférence intercommunale des maires puis sera soumis pour approbation au Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Pays basque. Le dossier sera ensuite mis à disposition du public.

##### Application du RLPI :

Lorsque le RLPI approuvé sera entré en vigueur après l'accomplissement des formalités de publicité requises, il se substituera au RLP existant. Les dispositifs publicitaires installés antérieurement et qui ne respectent pas ces prescriptions devront s'y conformer dans un délai de 2 ans. Les enseignes non conformes devront être mises en conformité dans un délai de 6 ans.

Vu le Code Général des Collectivités territoriales ;

Vu les articles L 581-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu les articles L 151-1 et suivants du Code de l'urbanisme ;

Vu les articles L 103-2 et suivants du Code de l'urbanisme ;

Vu les 5 Règlements locaux de publicité actuellement en vigueur sur le territoire métropolitain ;

Vu la Conférence intercommunale des Maires de la Communauté d'agglomération Côte basque Adour du 15 septembre 2016 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Côte basque Adour du 28 septembre 2016 prescrivant l'élaboration du Règlement local de publicité intercommunal Côte basque Adour du 28 septembre 2016 et définissant les objectifs poursuivis, les modalités de collaboration avec les communes membres ainsi que les modalités de concertation avec le public ;

Vu l'arrêté préfectoral n°64-2016-07-13-01 en date du 13 juillet 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Pays basque, fixant notamment ses compétences ;

Vu la Conférence Intercommunale des Maires de la Communauté d'agglomération Pays basque du 21 juillet 2017 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Pays basque du 23 septembre 2017 relative à la définition des nouvelles modalités de gouvernance et de collaboration entre les communes et la Communauté d'Agglomération ;

Vu la Conférence Intercommunale des Maires de la Communauté d'agglomération Pays basque du 27 mars 2021 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Pays basque du 19 juin 2021 relative à la définition des nouvelles modalités de gouvernance et de collaboration entre les communes et la Communauté d'Agglomération ;

Vu le bilan de la concertation tel que présenté et annexé à la présente délibération ;

Vu le projet de Règlement local de publicité intercommunal Côte basque Adour tel qu'annexé à la présente délibération ;

Considérant que le projet de Règlement local de publicité intercommunal est prêt à être arrêté et transmis pour avis aux communes concernées et aux personnes publiques associées à la procédure et aux organismes à consulter ;

Compte tenu de ces éléments, il a été proposé au conseil municipal :

- de valider le contenu du dossier de modification n°12 du PLU qui sera soumis pour approbation au Conseil Communautaire.

**ADOPTE**

**Madame Martine VALS ne participe pas au vote**

**Madame Lysiann BRAO – Monsieur Guillaume BARUCQ - Monsieur Morin  
votent contre**

**Monsieur Jean-Baptiste DUSSAUSOIS – Madame Nathalie MOTSCH – Monsieur  
DESTIZON – Madame Corinne MARTINEAU – Monsieur Sébastien CARRERE  
s'abstiennent**



**7. Election d'un représentant pour siéger au sein du conseil d'administration de la SEM SOCOMIX Hôtel du Palais**

**Sur rapport de Mme AROSTEGUY** : Conformément à l'article L2121-33 du C.G.C.T., le Conseil municipal au cours de sa séance du 10 juillet 2020, a procédé à la désignation de ses représentants pour siéger au sein d'organismes extérieurs.

M. Nicolas MARTINEZ siégeant au sein de la SEM SOCOMIX, ayant démissionné de son mandat de conseiller municipal, il y a lieu de le remplacer. En conséquence, et en application des articles L2121-33 et L2121-21 du C.G.C.T., il a été proposé de désigner un nouveau membre du conseil municipal qui représentera la Ville au sein du conseil d'administration.

Pour mémoire, les autres représentants de la ville siégeant au conseil d'administration de la SEM sont Mme Maider AROSTEGUY, M. Fabrice-Sébastien BACH, M. Adrien BOUDOUSSE, Mme Maud CASCINO, M. Édouard CHAZOILLERES, M. Michel LABORDE, M. Richard TARDITS, M. Patrick DESTIZON.

Selon l'article L2121-21 2<sup>ème</sup> alinéa du C.G.C.T., le vote a lieu au scrutin secret.

Le conseil municipal peut aussi en vertu de ce même article décider à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret à cette nomination.

Le conseil municipal après en avoir délibéré a décidé à l'unanimité que le vote aura lieu à main levée

La candidature de Monsieur Gérard COURCELLES a été déposée  
Il n'y a pas eu d'autre candidature.

**Mme MARTINEAU M. DUSSAUSSOIS, Mme MOTSCH, M. CARRERE, M. DESTIZON s'abstiennent**

**M COURCELLES est élu représentant de la Ville de Biarritz au Conseil d'Administration de la SEM SOCOMIX Hôtel du Palais avec la majorité absolue de 30 voix.**



**8. Election d'un représentant pour siéger au sein du comité de direction de l'EPIC Biarritz Tourisme**

**Sur rapport de Mme AROSTEGUY** : Conformément à l'article L2121-33 du C.G.C.T., le Conseil municipal au cours de sa séance du 10 juillet 2020, a procédé à la désignation de ses représentants pour siéger au sein d'organismes extérieurs.

M. Nicolas MARTINEZ siégeant au sein de l'ÉPIC Biarritz Tourisme et ayant démissionné de son mandat de conseiller municipal, il y a lieu de le remplacer. En conséquence, et en application des articles L2121-33 et L2121-21 du C.G.C.T., il a été proposé de désigner un nouveau membre du conseil municipal qui représentera la Ville au sein du comité de direction.

Pour mémoire, les autres représentants de la ville siégeant au comité de direction sont Mme Maider AROSTEGUY, Mme Elena BIDEGAIN, Mme Anne-Cécile DURAND-PURVIS, Mme Anne PINATEL, Mme Christelle RODET, M. Richard TARDITS, M. Sébastien CARRERE.

Selon l'article L2121-21 2<sup>ème</sup> alinéa du C.G.C.T., le vote a lieu au scrutin secret.

Le conseil municipal peut aussi en vertu de ce même article décider à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret à cette nomination.

Le conseil municipal après en avoir délibéré a décidé à l'unanimité que le vote aura lieu à main levée

La candidature de Madame Patricia POURVAHAB a été déposée  
Il n'y a pas eu d'autre candidature.

**Mme MARTINEAU M. DUSSAUSOIS, Mme MOTSCH, M. CARRERE, M. DESTIZON  
s'abstiennent**

**Mme POURVAHAB est élue représentant de la Ville de Biarritz au Comité de Direction  
de l'EPIC Biarritz Tourisme avec la majorité absolue de 30 voix.**

◇◇◇◇◇◇

**9. Election d'un représentant pour siéger au sein du conseil d'administration de  
l'EPIC Atabal**

**Sur rapport de Mme AROSTEGUY** : Conformément à l'article L2121-33 du C.G.C.T., le Conseil municipal au cours de sa séance du 10 juillet 2020, a procédé à la désignation de ses représentants pour siéger au sein d'organismes extérieurs.

M. Nicolas MARTINEZ siégeant au sein de la SEM SOCOMIX, de l'ÉPIC Biarritz Tourisme et de l'ÉPIC ATABAL et ayant démissionné de son mandat de conseiller municipal, il y a lieu de le remplacer. En conséquence, et en application des articles L2121-33 et L2121-21 du C.G.C.T., il a été proposé de désigner un nouveau membre du conseil municipal qui représentera la Ville au sein des conseils d'administration.

Pour mémoire, les autres représentants de la ville siégeant au conseil d'administration sont Mme Anne PINATEL, Mme Elena BIDEgain, Mme PINAUD BOSQUE Morane, M. Paul RODRIGUES REIS, Mme Géraldine VERGET, M. Jean-Baptiste DUSSAUSOIS LARRALDE.

Selon l'article L2121-21 2<sup>ème</sup> alinéa du C.G.C.T., le vote a lieu au scrutin secret.

Le conseil municipal peut aussi en vertu de ce même article a décidé à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret à cette nomination.

Le conseil municipal après en avoir délibéré décide à l'unanimité que le vote aura lieu à main levée

La candidature de Madame Valérie SUDAROVICH a été déposée  
Il n'y a pas eu d'autre candidature.

**Mme MARTINEAU M. DUSSAUSOIS, Mme MOTSCH, M. CARRERE, M. DESTIZON  
s'abstiennent**

**M MORIN ne participa pas au vote**

**Mme SUDAROVICH est élue représentant de la Ville de Biarritz au Conseil  
d'Administration de l'EPIC ATABAL avec la majorité absolue de 29 voix.**

◇◇◇◇◇◇

## **10. Élection des membres du Conseil Municipal appelés à siéger en remplacement d'un élu démissionnaire dans les commissions municipales**

**Sur rapport de Mme AROSTEGUY** : Lors de sa séance du 29 juillet 2020, le Conseil municipal a constitué 6 commissions municipales qui ont un rôle consultatif dans l'instruction des affaires qui leur sont confiées.

Dans les communes de plus de 3500 habitants, la composition des différentes commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Il appartient au Conseil Municipal de former ces commissions, de fixer leur nombre et de désigner les conseillers appelés à siéger dans chacune d'elles.

Monsieur Nicolas MARTINEZ n'étant plus conseiller municipal, il y a lieu de pourvoir à son remplacement au sein des 3 commissions dont il était membre.

Pour mémoire, les autres membres siégeant aux trois commissions concernées sont les suivants.

### **- COMMISSION 1 : Démocratie participative, Euskara, Culture, Vie associative**

- Mme Elena BIDEgain
- M. Xavier DELANNE
- Mme Stéphanie GRAVÉ
- M. Sébastien MENARD
- Mme PINATEL
- Mme PINAUD BOSQUE
- M. Eric QUATRE VIEUX
- Mme Corine MARTINEAU
- M. Brice MORIN

### **- COMMISSION 3 : Environnement, cadre de vie, mobilités**

- Mme Anne-Cécile DURAND-PURVIS
- Mme Muriel DUBOIS-VIZIOZ
- M. Mathieu KAYSER
- M. Michel LABORDE
- M. Eric QUATRE VIEUX
- Mme Christelle RODET
- M. Richard TARDITS
- M. Guillaume BARUCQ
- M. DUSSAUSOIS-LARRALDE

### **- COMMISSION 4 : Tourisme, commerce, artisanat**

- M. Fabrice-Sébastien BACH
- Mme Elena BIDEgain
- M. Sébastien MENARD
- Mme Anne PINATEL
- M. Eric QUATRE VIEUX
- M. Richard TARDITS
- Mme Géraldine VERGET
- M. Sébastien CARRERE
- Mme Corine MARTINEAU

Il a été procédé au vote, à main levée.

La candidature de Monsieur Didier BARBERTEGUY pour la Commission 1 et pour la Commission 4 a été reçue.

La candidature de Madame Valérie SUDAROVICH pour la Commission 3 a été reçue  
Il n'y a pas d'autres candidatures.

**Mme MOTSCH, M. CARRERE, M. DESTIZON s'abstiennent**

**M. Didier BARBERTEGUY** est élu à la majorité absolue de 32 voix pour siéger à la commission 1 **Démocratie participative, Euskara, Culture, Vie associative**

**Mme Valérie SUDAROVICH** est élue à la majorité absolue de 32 voix pour siéger à la commission 3 **Environnement, cadre de vie, mobilités**

**M. Didier BARBERTEGUY** est élu à la majorité absolue de 32 voix pour siéger à la commission 4 **Tourisme, commerce, artisanat**

◇◇◇◇◇◇

**11. Election d'un membre du Conseil municipal appelé à siéger au Conseil syndical du Syndicat intercommunal pour l'aménagement de la zone Ilbarritz-Mouriscot (S.I.A.Z.I.M.) en remplacement d'un élu démissionnaire**

**Sur rapport de Madame AROSTEGUY** : En application des articles L2121-33, L5211-7 et L2122-7 du C.G.C.T., il a été demandé au conseil municipal de désigner un(e) représentant(e) du conseil municipal, qui siègera au conseil syndical du S.I.A.Z.I.M.

(Syndicat Intercommunal pour l'aménagement de la zone Ilbarritz-Mouriscot), en lieu et place de Madame Maud CASCINO démissionnaire.

Pour mémoire, les autres représentants de la ville siégeant au conseil syndical sont :  
Madame Maider AROSTEGUY, Monsieur Édouard CHAZOUILLERES, Madame Anne-Cécile DURAND-PURVIS, Monsieur Mathieu KAYSER, Monsieur Brice MORIN.

Cette désignation interviendra selon les conditions prévues à l'article L2122-7 du C.G.C.T. à savoir, **au scrutin secret** et à la majorité absolue.

La candidature de Monsieur Michel LABORDE a été reçue

Aucune autre candidature n'ayant été déposée, il a été procédé aux opérations de vote à bulletin secret.

Mme SUDAROVICH et M. RODRIGUES REIS ont été désignés assesseurs,

**Après le vote du dernier conseiller municipal, le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :**

- nombre d'inscrits	35
- nombre de votants	35
- nombre de bulletins trouvés dans l'urne	35
- <u>A déduire</u> : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître	05
- <u>Reste</u> pour le nombre de suffrages exprimés	30
- Majorité absolue	16

**M LABORDE a obtenu 30 voix soit la majorité absolue.**

**M LABORDE est élu délégué de la Ville de Biarritz au conseil syndical du SIAZIM.**

◇◇◇◇◇◇

## **12. Rapport sur l'égalité femmes / hommes Année 2020**

**Sur rapport de Madame PINATEL :** L'égalité entre les femmes et les hommes est un principe constitutionnel depuis 1946. Il a été rappelé dans l'article 1er de la Constitution de 1958 ainsi que dans l'article 6 bis de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

La loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ajoute, en son article 61, 2 nouveaux articles au code général des collectivités locales. Ces articles imposent aux collectivités de plus de 20000 habitants de présenter un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la commune, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

Le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes précise le contenu et les modalités d'élaboration de ce rapport. Celui-ci fait état de la politique des ressources humaines en matière d'égalité professionnelle et présente le suivi de la clause d'égalité dans les marchés publics.

En ce qui concerne les marchés publics, la première démarche vise à exiger des candidats la production d'une déclaration sur l'honneur par laquelle l'entreprise s'engage à :

- ne pas avoir fait l'objet d'infractions mentionnées à l'article L146-1 du Code du travail
- avoir mis en œuvre, avoir réalisé ou engagé la régularisation en matière d'égalité hommes/femmes (art. L 2242-5 du Code du travail).

En ce qui concerne les ressources humaines, un rapport a été établi dont vous trouverez le détail en annexe.

Il a été demandé au conseil municipal, de bien vouloir prendre acte de ce rapport.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE**

◇◇◇◇◇◇

## **13. Modalité d'octroi de cadeaux au personnel à l'occasion des départs à la retraite**

**Sur rapport de Madame PINATEL :** Afin de pouvoir offrir un cadeau au personnel communal dans le cadre d'un départ à la retraite, les communes doivent prendre une délibération décidant de l'octroi de cadeaux aux agents.

Il a été proposé au conseil municipal de décider d'offrir un cadeau aux agents titulaires ou non titulaires permanents pour un départ à la retraite. Le cadeau (matériel ou sous forme de bons d'achat, chèques cadeau) sera d'une valeur maximum de 260,00 €.

En conséquence, le Maire a invité le Conseil Municipal à :

- Autoriser l'octroi d'un cadeau offert aux agents titulaires ou non titulaires permanents dans le cadre d'un départ à la retraite,
- Fixer la valeur de ce cadeau dans la limite de 260,00 €,
- Décider que la dépense sera imputée à l'article 6232- Fonction 024 Fêtes et cérémonies

## **ADOpte A L'UNANIMITE**



#### **14. Adhésion De La Ville De Biarritz Au Centre Départemental De Gestion Des Pyrénées Atlantiques**

**Sur rapport de Madame PINATEL** : Les collectivités et leurs établissements qui emploient moins de 350 fonctionnaires titulaires et stagiaires à temps complet (et collectivités qui n'emploient que des agents à temps non complets) sont obligatoirement affiliés au **Centre départemental de gestion** pour les actes de missions obligatoires fixés par la Loi.

Les autres collectivités (Communes et établissements + 350 agents, Départements et Régions) comme la ville de Biarritz peuvent donc s'affilier **à titre facultatif** au **Centre départemental de gestion** ou adhérer au centre département pour l'exercice de certaines missions facultatives assurées par les C.D.G.

S'inscrivant dans ce cadre spécifique, la Loi du 12/03/2012 a défini le socle des missions dévolues aux **Centres départementaux de gestion** portant sur :

- L'emploi et mobilité et ressources humaines avec un appui personnalisé dans les démarches de recrutement et de gestion des ressources humaines
- Santé et conditions de travail avec la mise en œuvre des obligations réglementaires en la matière afin de préserver la santé des agents
- L'observation et la prospective avec la mise à disposition d'outils spécifiques permettant la gestion des ressources humaines (élaboration des rapports sociaux, diagnostic anticipation RH, gestion prévisionnelle des emplois et compétences)
- Expertise juridique et instances consultatives (veille juridique, assurance statutaire secrétariat du comité médical et commission de réforme, allocations chômage, retraite des agents publics)
- Médiation pour le règlement de conflit avec les agents
- Référent déontologue (en matière de laïcité, éthique et signalement et traitement d'actes et de violences de discriminations de harcèlement ou d'agissements sexistes)

Par ailleurs, il convient de rappeler que la **ville de Biarritz** est la dernière commune du département des Pyrénées atlantiques comptant plus de 350 agents et non adhérente au **centre départemental de gestion des Pyrénées atlantiques**.

Pour autant et compte tenu de l'expertise reconnue des services du **centre départemental de gestion des Pyrénées atlantiques**, il est apparu judicieux de renforcer les moyens juridiques et la technicité du service des ressources humaines en proposant l'adhésion de la ville de Biarritz au socle de missions décrites ci-dessus en le complétant par les services liés à la médecine préventive (suivi médical, suivi psychologique et suivi social des agents).

Dans ces conditions, il a été demandé au conseil municipal de bien vouloir décider :

- D'adhérer au **centre départemental de gestion des Pyrénées atlantiques** pour le socle des missions de droit commun ainsi qu'au service de médecine préventive avec une date d'effet au 01/01/2022
- de prélever les cotisations afférentes à cette adhésion sur les crédits à prévoir à l'article 6336 fonction 020 du budget 2022

## **ADOpte A L'UNANIMITE**

◇◇◇◇◇◇

### **15. Rapport d'Orientations Budgétaires 2022 - Présentation et débat**

**Sur rapport de Monsieur CHAZOILLERES** : En application de l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été présenté le rapport d'orientations budgétaires 2022 joint à la délibération et qui a fait l'objet d'un débat au sein de l'assemblée délibérante.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal a été invité par un vote à prendre acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2022 et de l'existence du rapport sur la base duquel s'est tenu le débat.

VOTE :

Pour : 29

Abstentions : 8 (M. BARUCQ – Mme BRAO – M. DUSSAUSOIS-LARRALDE  
Mme MOTSCH – M. DESTIZON – M. MORIN – Mme MARTINEAU – M. CARRERE)

## **ADOpte**

◇◇◇◇◇◇

### **16. Décision Modificative de Crédit N°2 : Budget principal**

**Sur rapport de Monsieur CHAZOILLERES** : En complément au Budget supplémentaire 2021 adopté le 30/06/2021 et de la décision modificative de crédits n°1 adoptée le 25/10/2021, la décision modificative de crédits n°2 se présente comme suit :

#### **EN INVESTISSEMENT**

La section d'investissement s'équilibre à la somme de **94 017,10 €** détaillée ci-après :

##### **En dépenses**

##### **En opérations réelles :**

➤ Au chapitre 16 « Emprunts et dettes » : 5 000.00€

##### **En opérations d'ordre :**

➤ Au chapitre 040 « Opérations d'ordre  
de section à section » - (travaux en régie) : 89 017.10€

##### **En recettes**

##### **En opérations d'ordre :**

➤ Au chapitre 040 « Opérations d'ordre  
de section à section » -  
(dotation aux amortissements) : 18 779.00€  
➤ Au chapitre 021 virement prévisionnel : 75 238.10€

#### **EN FONCTIONNEMENT**

La section de fonctionnement s'équilibre à la somme de **329 733.10€** dont la décomposition par chapitre est détaillée ci-dessous :

## En dépenses

### En opérations réelles :

➤ Au chapitre 011 « Charges à caractère général » - (prestations de service)	349 617.96€
➤ Au chapitre 012 « frais de personnel » - (capital décès) :	41 098.04€
➤ Au chapitre 014 « Atténuations de produits » :	31 047.00€
➤ Au chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » - (subventions de fonctionnement) :	-181 047.00€
➤ Au chapitre 66 « Charges financières » :	-5 000.00€

### En opérations d'ordre :

➤ Au chapitre 023 « virement prévisionnel » :	75 238.10€
➤ Au chapitre 042 « Opérations d'ordre de section à section »	18 779.00€

## En recettes

### En opérations réelles :

➤ Au chapitre 77 « produits exceptionnels » - (indemnité d'occupation du domaine public et capital décès)	240 716.00€
---	-------------

### En opérations d'ordre :

➤ Au chapitre 042 « Opérations d'ordre de section à section » - (travaux en régie) :	89 017.10€
--	------------

En conséquence, après vous avoir donné lecture du rapport détaillé de présentation de cette décision modificative de crédits, il a été proposé au conseil municipal, de bien vouloir adopter celle-ci dans les conditions prévues à l'article L 2312-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui stipule que les crédits seront votés par chapitre, et si le Conseil Municipal en décide ainsi, par article.

Il a donc été proposé donc de voter cette décision modificative de crédits chapitre par chapitre :

## Budget principal

### Investissement

Dépenses		Proposition	Vote
16	Emprunts et dettes	5 000.00	5 000.00
040	Opérations d'ordre de section à section	89 017.10	89 017.10
<b>TOTAL</b>		<b>94 017.10</b>	<b>94 017.10</b>

Recettes		Proposition	Vote
021	Virement prévisionnel	75 238.10	75 238.10
040	Opérations d'ordre de section à section	18 779.00	18 779.00
<b>TOTAL</b>		<b>94 017.10</b>	<b>94 017.10</b>

**Fonctionnement**

Dépenses		Proposition	Vote
011	Charges à caractère général	349 617.96	349 617.96
012	Frais de personnel	41 098.04	41 098.04
014	Atténuations de produits	31 047.00	31 047.00
65	Autres charges de gestion courante	-181 047.00	-181 047.00
66	Charges financières	-5 000.00	-5 000.00
042	Opérations d'ordre de section à section	18 779.00	18 779.00
023	Virement prévisionnel	75 238.10	75 238.10
<b>TOTAL</b>		<b>329 733.10</b>	<b>329 733.10</b>

Recettes		Proposition	Vote
77	Produits exceptionnels	240 716.00	240 716.00
042	Opérations d'ordre de section à section	89 017.10	89 017.10
<b>TOTAL</b>		<b>329 733.10</b>	<b>329 733.10</b>

**ADOPTÉ**

**M. BARUCQ – Mme BRAO – M. DUSSAUSOIS-LARRALDE – Mme MOTSCH –  
M. DESTIZON – M. MORIN – Mme MARTINEAU – M. CARRERE s'abstiennent**

◇◇◇◇◇◇

**17. Décision de réfaction des redevances d'occupations pour certaines associations utilisatrices de locaux associatifs**

**Sur rapport de Monsieur RODRIGUES REIS** : Malgré toutes les mesures de protection et de lutte contre la COVID 19, la succession des vagues d'épidémie depuis 2020, a entraîné une interruption des activités de certaines associations utilisant des locaux associatifs comme les Studios de Danse, la Maison des Associations et des installations sportives rue des passereaux au cours du premier semestre 2021.

Dans ces conditions, la ville de Biarritz a souhaité apporter un soutien financier à ces associations en décidant une réfaction au prorata temporis des redevances afférentes à l'année 2021 pour la période considérée du 01/01/2021 au 07/06/2021.

Il a été demandé au conseil municipal de bien vouloir décider la réfaction des redevances dues au titre de l'année 2021 pour les associations récapitulées dans le tableau annexé.

## **ADOPTE**

◇◇◇◇◇◇

### **18. Attribution d'une subvention exceptionnelle pour l'association 3A**

**Sur rapport de Monsieur CHAZOILLERES** : Madame la Présidente de l'**association 3 A** a attiré notre attention sur la situation financière de l'association clôturée par un déficit important, conséquence directe de l'interruption des activités liée au contexte de la crise sanitaire.

Parallèlement, le changement de gouvernance de l'association intervenu au mois de septembre dernier marque le point de départ d'une modification des conditions de fonctionnement de l'**association 3 A** relocalisée dans les locaux connexes de l'école Jules FERRY en recherchant une minimisation des charges fixes et une mutualisation des activités proposées aux adhérents.

Dans ces conditions, il a été demandé au conseil municipal de bien vouloir attribuer une subvention exceptionnelle d'un montant de **13 000€** à l'**association 3 A** qui sera prélevée sur les crédits prévus à l'article 65741 fonction 520 du budget 2021.

## **ADOPTE**

◇◇◇◇◇◇

### **19. Bourses de l'enseignement supérieur : Décision d'attribution pour l'année 2021/2022**

**Sur rapport de Madame GRAVE** : Les demandes d'attribution de bourses communales de l'Enseignement Supérieur sont parvenues au Service de l'Enseignement.

66 dossiers ont été retenus sur les critères des Bourses Nationales qui tiennent compte des revenus, de la situation familiale et du lieu des études.

C'est ainsi qu'a été établie une liste, de bénéficiaires d'une bourse d'études au titre de l'année universitaire 2021-2022, jointe à la présente délibération.

Ces bourses sont réparties ainsi :

- 12 bourses x 104,20 € = 1250,40 €
- 10 bourses x 172,40 € = 1724,00 €
- 8 bourses x 259,70 € = 2077,60 €
- 4 bourses x 332,50 € = 1330,00 €
- 1 bourse x 405,50 € = 405,50 €
- 18 bourses x 465,60 € = 8380,80 €
- 10 bourses x 493,80 € = 4938,00 €
- 3 bourses x 573,60 € = 1720,80 €

Pour un total général de 21827,10 €

En conséquence, Il a été demandé au conseil municipal, de décider :

- D'attribuer une bourse aux étudiants bénéficiaires inscrits sur la liste jointe, pour un montant global de 21827,10 €.

- Que les crédits soient prélevés au chapitre 67, article 6714, fonction 23 du budget 2021.

**ADOpte**

◇◇◇◇◇◇

**20. Délégation de service public pour l'exploitation des Golfs de Biarritz Rapport du délégataire pour l'exercice 2020**

**Sur rapport de Monsieur LABORDE** : Les articles 5 et 8 de la loi du 7 juillet 1983 relatifs aux sociétés d'économie mixte locales, prévoient :

- d'une part, qu'une société d'économie mixte doit soumettre, chaque année, à l'examen des assemblées délibérantes des Collectivités Locales, une situation financière des activités, comportant en annexe, les comptes de résultat et de bilan de la Société,
- d'autre part, que l'organe délibérant des Collectivités Territoriales actionnaires, se prononce sur un rapport annuel écrit par ses représentants au Conseil d'Administration.

En application de ces dispositions et au nom de l'ensemble des représentants de la Ville de Biarritz au Conseil d'Administration de la SEM des Golfs de Biarritz, il a été présenté un rapport sur les activités de la Société pour l'exercice 2020

Un exemplaire du bilan, du compte de résultat de l'exercice 2020, ainsi que les rapports du Commissaire aux Comptes, ont été remis en même temps que la note de synthèse.

En premier lieu, il a été rappelé que le capital social de la Société des Golfs de Biarritz, dont le montant s'élève au 31 décembre 2020 à 300.000 €, se répartit comme suit :

ACTIONNAIRES	NOMBRE D' ACTIONS	POURCENTAGE DU CAPITAL
Ville de BIARRITZ	9 378	46,89 %
Ville d'ANGLET	180	0,9 %
Ville de BASSUSSARY	180	0,9 %
Association du Golf	325	1,625 %
SOCOMIX	1 125	5,625 %
S.I.A.Z.I.M.	4 180	20,9 %
Autres actionnaires privés	4 632	23,16 %
<b>TOTAL :</b>	<b>20 000</b>	<b>100 %</b>

**Le conseil d'administration de la SEM des Golfs est composé comme suit :**

**Collège des actionnaires publics :**

- Représentants de la ville de Biarritz :
  - Mme Maider AROSTEGUY,
  - M. Fabrice-Sébastien BACH
  - M. Edouard CHAZOILLERES,
  - M. Xavier DELANNE,
  - Mme Françoise FORSANS,
  - Mme Corine MARTINEAU,
- Représentant de la ville d'Anglet : M. Patrick CHASSERIAUD,
- Représentant de la ville de Bassussarry : M. Yannick BASSIER,

Représentants du SIAZIM :

- M. Mathieu KAYSER,
- M. Marc CAMPANDEGUI.

**Collège des actionnaires privés :**

- M. Jean-Philippe GERARDIN, Président du conseil d'administration et Directeur général
- M. Jean-Jacques SENAC, représentant l'Association du Golf de Biarritz,
- Mme Geneviève FONTAINE, représentant Biarritz-Tourisme.

Il a été précisé également que les états financiers qui ont été présentés ne comportent aucune modification, que ce soit au niveau de la présentation des comptes ou des méthodes d'évaluation, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

**A - LE COMPTE DE RESULTAT**

**1. CHIFFRES D'AFFAIRES – PRODUITS D'EXPLOITATION**

L'examen du compte de résultat pour l'exercice 2020 a fait ressortir une diminution de l'activité de la société par rapport à l'exercice précédent en raison de l'impact de la crise sanitaire et du confinement. Le chiffre d'affaires réalisé s'est élevé à **2 292 916 €** contre **2 460 537 €** pour 2019, soit une baisse de -6,8%.

Ce chiffre d'affaires se répartit comme suit :

- vente de marchandises : **167 220 €** contre **195 392 €**, pour l'exercice précédent,
- services fournis : **2 125 697 €**, contre **2 265 145 €** pour l'exercice précédent

Les principaux produits d'exploitation se répartissent comme suit :

**GOLF DU PHARE**

➤ Abonnements du Golf du Phare de Biarritz		
- exercice 2020.....	<b>915 660 €</b>	} soit une hausse de 7.58 %
- exercice 2019.....	<b>851 126 €</b>	
➤ Green fees du Golf du Phare de Biarritz		
- exercice 2020.....	<b>428 548 €</b>	} soit une baisse de -19.90%
- exercice 2019.....	<b>534 988 €</b>	

**GOLF D'ILBARRITZ**

➤ Abonnements du Centre de Golf d'Ilbarritz		
- exercice 2020.....	<b>189 569 €</b>	} soit une diminution de
- exercice 2019.....	<b>190 158 €</b>	
➤ Green fees du Golf d'Ilbarritz		
- exercice 2020.....	<b>244 146 €</b>	} soit une baisse de -14.66%
- exercice 2019.....	<b>282 770 €</b>	

**2. CONSOMMATION DE L'EXERCICE – VALEUR AJOUTEE**

Sous l'effet de la baisse du volume du chiffre d'affaires, la valeur ajoutée de la société est en diminution et représente **1 257 263 €** (54.83% du chiffre d'affaires) en 2020 contre **1 307 320 €** (53.13% du chiffre d'affaires) en 2019.

### **3. AUTRES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPLOITATION**

Les autres principaux produits d'exploitation sont constitués des reprises sur amortissements et provisions et transferts de charges d'exploitation qui sont de **146 035 €** en 2020, relativement à **191 500 €** en 2019.

Compte tenu des reprises sur provisions et des transferts de charges, l'ensemble des produits d'exploitation s'élève à **2 449 355 €** pour 2020, contre **2 652 037 €** pour l'exercice précédent, soit une baisse de -7,6%.

### **4. AUTRES PRINCIPALES CHARGES D'EXPLOITATION**

Les autres principales charges d'exploitation s'analysent comme suit :

- les frais de personnel s'élèvent à **1 074 507 €**, contre **1 181 661 €** pour l'exercice précédent, soit une baisse de -9,1%, compte tenu du recours à l'activité partielle et des exonérations de charges sociales obtenues,
- les impôts et taxes sont de **27 004 €** en 2020 contre **28 560 €** pour 2019,
- les dotations aux amortissements et provisions s'élèvent à **237 927 €** en 2020, contre **218 108 €** pour l'exercice précédent.

### **5. RESULTAT D'EXPLOITATION**

La balance de l'ensemble des charges et des produits d'exploitation de l'exercice se traduit par un résultat d'exploitation excédentaire de **72 232 €**, contre **68 796 €** pour l'exercice précédent, soit une hausse de 5%.

### **6. RESULTAT FINANCIER - RESULTAT EXCEPTIONNEL - RESULTAT DE L'EXERCICE**

Le résultat financier est négatif de **-8 451 €** en 2020, contre **-7 308 €** pour l'exercice 2019.

Le résultat exceptionnel est négatif de **-17 072 €** en 2020, contre **- 38 562 €** pour l'exercice précédent.

Le résultat net comptable de l'exercice 2020 se clôture par un bénéfice de **35 854 €**, contre **18 609 €** pour l'exercice précédent.

## **B - LE BILAN :**

### **1. L'ACTIF**

#### **a. L'actif immobilisé :**

La valeur nette comptable des immobilisations s'établit à la somme de **1 252 946 €** en 2020 contre **1 003 201 €** en 2019, soit une augmentation de +8.8%, liée principalement aux travaux réalisés au Club House.

#### **b. L'actif circulant :**

La valeur des stocks de matières premières, approvisionnements et marchandises, s'élève à **156 784 €** au 31/12/2020, contre **138 831 €** pour l'exercice précédent.

Les créances d'exploitation et autres créances s'élèvent à **189 048 €** pour le dernier exercice clos, contre **318 594 €** pour l'exercice 2019.

Le disponible de trésorerie est de **909 284 €** au 31/12/2019, contre **628 347 €** pour l'exercice précédent.

## **C - PASSIF DU BILAN :**

Le montant des capitaux propres au 31/12/2020 s'élève à **1 467 159 €** contre **1 389 633 €** en 2019 suite à la prise en compte du bénéfice 2020 d'un montant de **35 854 €**.

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit s'élèvent à **671 727 €** en 2020, contre **252 781 €** en 2019. Leur progression est liée au financement des travaux

précités du Club House par un emprunt bancaire, ainsi que de la souscription d'un prêt garanti par l'Etat.

Le fonds de roulement du cycle d'investissement est positif de **885 940 €** au 31/12/2020 et le besoin en fonds de roulement du cycle d'exploitation est de **-23 344 €**, aboutissant à une trésorerie nette de **909 284 €** contre **606 653 €** pour l'exercice précédent.

#### **D - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE**

L'Assemblée Générale de la société a décidé au cours de sa séance du **26/07/2021** d'affecter le bénéfice de l'exercice 2020, soit **35 854 €**, sur le compte « Autres réserves ».

#### **E – SUCCURSALES DE LA SOCIETE**

Conformément à l'article L 232-1 du Code de Commerce, il est précisé qu'en dehors du siège social sis à Biarritz – avenue Edouard VII, La Société des Golfs de Biarritz exploite 2 établissements situés aux adresses suivantes :

- Anglet (64600) – 2 avenue Edith Cavell
- Bidart (64210) – avenue du Château

#### **F - SITUATION D'ENDETTEMENT DE LA SOCIETE**

L'endettement de la société au 31/12/2020 s'élève à **1 036 341 €** et se répartit comme suit :

- **686 192 €** correspondant à des dettes à un an au plus,
- **249 367 €** correspondant à des dettes à plus d'un an et 5 ans au plus,
- **100 782 €** correspondant à des dettes de plus de 5 ans.

#### **G - PARTICIPATIONS DANS D'AUTRES SOCIETES ET FILIALES**

Conformément à l'article L 233-6 du Code de Commerce, nous vous rappelons que la société détient 33,33% du capital de la société BCN GOLFS, Société à responsabilité limitée au capital de 9.000 euros, ayant son siège social à CIBOURE (64500) – Place William SHARP, et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BAYONNE sous le numéro 529 939 944.

Cette société a pour objet la location et location-bail de machines, équipements et biens matériels.

#### **H - RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES**

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que la société n'a pas distribué de dividende au titre des trois derniers exercices.

#### **I - PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES ACTIVITES DE LA SOCIETE POUR L'EXERCICE 2021**

Sur les deux sites de Biarritz Le Phare et d'Ilbarritz, un protocole lié à la mise en place du Pass sanitaire a été instauré en début de saison estivale.

La saison s'est déroulée plutôt correctement.

Du point de vue financier, le tableau de bord de gestion à la date du 30/09/2021 affiche un chiffre d'affaires de 2 230 k€, en augmentation de 413 k€ ou +22.7% par rapport à l'exercice antérieur, en liaison principalement avec celle des recettes des green-fees du Phare (+126k€ ou +34%) et d'Ilbarritz (+114 k€ ou +53%). En revanche, les produits des abonnements du Phare connaissent une légère baisse (-4 k€ ou -1%). Le total des produits d'exploitation atteint 2 339 k€ au 30/09/2021, en hausse de 21% par rapport à celui au 30/09/2020.

Les charges d'exploitation sont de 2 049 k€, en augmentation de 15% par rapport à 2020.

Le résultat d'exploitation est ainsi positif de 369 k€ au 30/09/2021 contre 212 k€ au 30/09/2020, soit une amélioration de +158 k€ (32%).

Après prise en compte du résultat financier (-5 k€), du résultat exceptionnel (-216 k€) et de l'impôt sur les bénéfices de (18 k€), le résultat net au 30/09/2021 est positif de 50 k€, contre 138 k€ au 30/09/2020, soit une diminution de -88 k€.

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE**



**21. Délégation de Service Public pour l'exploitation du golf du phare :  
Avenant de prolongation - Autorisation de signature**

**Sur rapport de Monsieur LABORDE :** Le golf de Biarritz le Phare, situé sur le domaine public de la Ville de Biarritz, est exploité par la SEM société des golfs de Biarritz, en application d'un contrat de concession signé avec la Ville le 27 novembre 2006, se terminant le 31 décembre 2021.

Face à l'échéance prochaine de ce contrat, et du contrat de délégation de service public passé par le S.I.A.Z.I.M. pour l'exploitation du CIEG d'Ilbarritz, la Ville de Biarritz et le S.I.A.Z.I.M. ont décidé de constituer un groupement d'autorités concédantes, afin de confier à un délégataire, par l'intermédiaire d'un contrat de délégation de service public unique, l'exploitation de ces deux golfs.

Par délibération en date du 30 juin 2021, votre conseil municipal a ainsi autorisé le lancement de la procédure de mise en concurrence conformément aux articles L 1411 – 1 et suivants du C.G.C.T.

La procédure d'attribution est en cours, et des négociations sont engagées avec les candidats agréés par la Commission de délégation de service public compétente, à savoir celle du coordonnateur du groupement, le S.I.A.Z.I.M.

Le conseil municipal de la Ville de Biarritz se prononcera bien sûr à l'issue de la procédure sur le choix du délégataire et l'approbation du contrat de DSP.

Le déroulé des négociations, ainsi que la mise au point du contrat de délégation de service public avec le candidat retenu et l'exécution des formalités administratives imposées dans le cadre d'une telle procédure ne permettront pas une signature du contrat avant le 31 décembre 2021.

Il a été proposé au conseil municipal en conséquence de conclure un avenant de prolongation au contrat de DSP actuel, limité à la durée nécessaire à l'entrée en vigueur du nouveau contrat, qui ne pourra en tout état de cause être supérieure à 4 mois.

Il a été demandé au conseil municipal d'autoriser la signature de l'avenant correspondant, joint en annexe.

**ADOpte A L'UNANIMITE**



**22. Enseignement de la pratique du surf sur les plages de la Ville de Biarritz :  
Approbation du choix des délégataires et de la convention de délégation de service public - autorisation de signature**

**Sur rapport de Madame AROSTEGUY :** Par délibération en date du 1<sup>er</sup> mars 2021, le Conseil municipal a, conformément à l'article L 1411-4 du C.G.C.T. :

- approuvé le principe de la délégation de service public pour l'enseignement de la pratique du surf sur les plages de la Ville de Biarritz
- autorisé le lancement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, conformément aux articles L.1411 – 1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les différentes étapes de cette procédure ont été les suivantes :

Parution des avis d'appel public à la concurrence :

- Journal officiel de l'Union européenne le 18 mars 2021 (envoi de la publicité le 13 mars 2021)
- Journal Sud-Ouest (journal d'annonces légales) le 19 mars 2021
- Revue « ESPACES tourisme et loisirs » (publication spécialisée) le 18 mars 2021

- Date limite de remise des candidatures et des offres : 20 mai 2021

35 offres ont été enregistrées.

- Commission de DSP (agrément des candidats) : 04 août 2021
- Commission de DSP (avis sur les offres reçues) : 28 octobre 2021

Au vu des critères de jugement des offres fixés au dossier de consultation, il a été proposé au Conseil municipal de retenir les 20 candidats suivants :

Gérant/ école	Plage	Nombre d'élèves
BASCS	Milady	16 élèves
Anthony PAILLASSAR	Marbella	4 élèves
Roland LEFEUVRE	Côte des Basques	8 élèves
Emmanuelle JOLY	Grande Plage	4 élèves
Axel LERGA	Marbella	8 élèves
Christophe MORAIZ	Côte des Basques	16 élèves
Patrice GIRAUD VINET	Grande plage	16 élèves
David QUEROL	Côte des Basques	16 élèves
Amandine SANCHEZ	Grande plage	8 élèves
Jean-François BERNARD	Miramar	8 élèves
Charlie PHILIPPON	Côte des Basques	6 élèves
Charlotte CATON	Itinérance hors saison, de septembre à juin	8 élèves
Marc PLUMCOCQ	Grande plage	16 élèves
Mathieu CERRAMON	Marbella	16 élèves
Eric GARRY	Marbella	16 élèves
Antoine & Edouard DELPERO	Côte des Basques	8 élèves
PoI PLANTEC	Côte des Basques	16 élèves
Thomas GOUFFRANT	Côte des Basques	8 élèves
Philippe BEUDIN	Côte des Basques	16 élèves
Mathilde GOMEZ & Alex ZULIANI	Côte des Basques	8 élèves
<b>TOTAL</b>		<b>222</b>

La redevance annuelle versée par les titulaires des contrats à la Ville de Biarritz sera fixée à :

- 6% du chiffre d'affaires annuel H.T. réalisé dans le cadre de la D.S.P. pour l'année 2022
- 7% du chiffre d'affaires annuel H.T. réalisé dans le cadre de la D.S.P. pour l'année 2023
- 8% du chiffre d'affaires annuel H.T. réalisé dans le cadre de la D.S.P. pour les années 2024, 2025 et 2026.

Cette part variable assise sur le chiffre d'affaires est assortie d'un minimum forfaitaire garanti de 1 800 € H.T. par contrat. Ce minimum forfaitaire sera indexé tous les ans sur l'indice INSEE du coût de la consommation.

L'autorisation à exercer l'activité d'école de surf sur les plages est consentie pour une durée de 5 ans commençant à courir le 1<sup>er</sup> avril 2022 et se terminant le 15 novembre 2026. L'autorisation est applicable pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 15 novembre de chaque année. En dehors de cette période, l'accès des écoles est soumis aux conditions définies par arrêté municipal.

Conformément aux articles L 1411-5, L 1411-7 et L.2121-12 du C.G.C.T., chaque membre du Conseil Municipal a été destinataire d'un rapport précisant les motifs de choix du candidat et l'économie générale du contrat. Etaient annexés à ce rapport, les procès-verbaux de la commission de D.S.P. ainsi que le projet de contrat de délégation de service public.

Par ailleurs, les annexes au projet de contrat ainsi que les pièces de la procédure, ont pu être consultées en mairie.

En conséquence, et conformément à l'article L 1411-7 du C.G.C.T., Il a été demandé au conseil municipal :

- D'approuver le projet de convention de délégation de service public correspondante. Une convention sera mise au point et signée avec chaque candidat retenu
- D'autoriser Madame le Maire à signer ces conventions et toutes pièces et actes y afférents.

### **ADOPTÉ**

**Monsieur Sébastien CARRERE s'abstient**

◇◇◇◇◇◇

### **23. Transfert de compétence Petite Enfance : Modification du tableau des effectifs au 1<sup>er</sup> janvier 2022**

**Sur rapport de Madame GRAVE présente** : La Commune a confié au Centre Communal d'Action Sociale de BIARRITZ la gestion des structures publiques d'accueil collectif de la petite enfance.

Ainsi, depuis de nombreuses années, le Centre Communal d'Action Sociale assume la gestion de :

- La crèche **Estella**
- La crèche des **Thermes Salins**
- La crèche **Mouriscot**
- Le jardin d'éveil **Duruy**
- Le jardin d'éveil **Braou**

Il est souhaité de regrouper tous les services liés à l'enfant au sein de la Ville de Biarritz afin d'assurer plus de cohérence et de suivi et afin de faciliter la vie des parents.

C'est pourquoi il a été proposé au conseil municipal que la Ville de Biarritz, en lieu et place du CCAS, gère désormais la compétence Petite Enfance au même titre que celle de la compétence Enfance. Les services ainsi transférés au 1<sup>er</sup> janvier 2022 à la Ville seront regroupés au sein d'une même direction intitulée « Direction Education, Petite Enfance, Jeunesse ».

Il a été demandé au conseil municipal d'adopter l'ensemble des mesures nécessaires à l'effectivité de ce projet.

### **Point n°1 – Reprise de la gestion des structures d'accueil collectif de la petite enfance**

Regrouper sous une même Direction, au sein de la Ville, l'ensemble des services en lien avec les enfants et les jeunes implique la reprise de la gestion des structures publiques d'accueil collectif de la petite enfance.

Ainsi, au 1<sup>er</sup> janvier 2022, les cinq structures d'accueil collectif de la petite enfance seront gérées par la Ville.

Pour information, afin d'aboutir à un transfert effectif au 1<sup>er</sup> janvier 2022, le CCAS a acté le transfert de la gestion des 5 structures d'accueil collectif de la petite enfance lors de son conseil d'administration du 22 novembre 2021.

### **Point n°2 – Validation de la modification de l'organigramme de la Ville**

Pour la gestion des structures d'accueil collectif de la petite enfance, la Ville a souhaité créer un service dédié à la Petite Enfance au sein de la Direction Enfance, Éducation et Jeunesse, elle-même rattachée au Directeur Général Adjoint Cadre de Vie.

La Direction Enfance, Éducation et Jeunesse sera composée du service Éducation, du service Petite Enfance nouvellement créé, qui aura la charge de gérer les 5 établissements d'accueil du jeune enfant, et de la Cellule Point Information Jeunes.

Cette modification de l'organigramme des services a été soumise pour avis au comité technique.

L'organigramme des services de la Ville, a été annexé à la délibération.

### **Point n°3 – La modification du tableau des effectifs**

La création du service Petite Enfance et la reprise de la gestion des établissements d'accueil du jeune enfant conduit la Ville à créer les emplois nécessaires au fonctionnement desdites structures et à modifier ainsi son tableau des effectifs.

En effet, conformément au tableau des effectifs des établissements tenu par le CCAS, la gestion des 5 structures d'accueil collectif de la petite enfance nécessite 66 emplois :

- 21 emplois d'adjoints techniques territoriaux dont 19 à temps complet et 2 à temps non complet (21/35<sup>e</sup>) ;
- 14 emplois d'adjoints territoriaux d'animation dont 13 à temps complet et 1 à temps non complet (31/35<sup>e</sup>) ;
- 3 emplois d'agents sociaux territoriaux dont 1 à temps complet et 2 à temps non complet (24,5/35<sup>e</sup> et 31/35<sup>e</sup>)
- 15 emplois d'auxiliaires de puériculture à temps complet

- 9 emplois d'éducateurs de jeunes enfants à temps complet
- 1 emploi de psychologue à temps non complet (9,75/35<sup>e</sup>)
- 3 emplois de puéricultrices territoriales à temps complet

Le conseil municipal doit donc créer les 66 emplois afférents. Le tableau des effectifs est donc modifié en ce sens, au 1<sup>er</sup> janvier 2022 et a été annexé à la délibération.

#### **Point n°4 – Le régime indemnitaire des agents transférés au sein de la Ville**

Les agents occupant l'ensemble des emplois concernés ont la possibilité d'intégrer les effectifs de la Ville, à charge pour eux d'accepter soit leur mutation, pour ce qui concerne les agents titulaires, soit le nouveau contrat proposé, pour ce qui concerne les agents contractuels.

Dans le cadre de ce transfert, la Ville souhaite proposer aux agents un régime indemnitaire et des avantages sociaux minima identiques à ceux dont ils bénéficiaient au CCAS.

Après analyse, il apparaît que les modalités sont similaires pour bon nombres d'entre elles, entre le CCAS et la Ville. Les agents bénéficient ainsi de manière identique :

- D'une indemnité de chaussures et de petit équipement ;
- D'une prime de départ à la retraite d'un montant de 2020 euros nets ;
- De tickets restaurant d'une valeur faciale de 6 euros, dans la limite de 165 tickets par an et par agent à temps complet ;
- D'une participation de l'employeur public aux frais liés aux contrats conclus avec des mutuelles labellisées pour leur protection sociale complémentaire, d'un montant de 15 euros par mois et par agent, quelle que soit sa situation financière et familiale ;
- D'un compte épargne temps dont les jours épargnés peuvent faire l'objet d'un paiement forfaitaire ou d'une équivalence en points retraite additionnelle.

L'intégration des agents du CCAS au sein des effectifs de la Ville n'aura donc, s'agissant de ces mesures, aucune conséquence.

En revanche, deux différences existent entre le CCAS et la Ville, concernant :

- L'IFSE, part du RIFSEEP liée aux fonctions exercées par l'agent, qui est modulée en fonction des absences au sein de la Ville, à la différence de l'IFSE versée aux agents du CCAS ;
- La prime de fin d'année, d'un montant de 823 euros bruts pour un agent titulaire en 2021 (indexation sur le taux d'inflation) au sein des deux structures, qui est quant à elle, modulée en fonction des absences au sein du CCAS, à la différence de la PFA versée aux agents de la Ville.

Ainsi, pour éviter que les agents transférés subissent une perte de rémunération en acceptant de travailler pour la Ville, il a été proposé, d'adopter au profit des agents travaillant au sein des structures d'accueil collectif de la petite enfance, les règles suivantes :

- Absence de modulation de l'IFSE en fonction de l'absentéisme des agents ;

- Absence de modulation de la PFA au titre de l'année 2022, étant précisé que la PFA a été versée par le CCAS, au titre de l'année 2021, en tenant compte de l'absentéisme des agents.

Les crédits correspondant à l'ensemble des dispositions ci-dessus mentionnées et relatives au transfert de compétence sont inscrits au budget de la collectivité.

### **ADOpte A L'UNANIMITE**

◇◇◇◇◇◇

#### **24. Occupation du domaine public pour l'implantation et l'exploitation de centrales photovoltaïques sur des équipements publics de la Ville de Biarritz : Autorisation de signature d'avenants à la promesse de conventions d'occupation multiples constitutives de droits réels**

**Sur rapport de Monsieur KAYSER :** En 2019 la Ville de Biarritz a lancé un appel à candidatures pour l'occupation du domaine public pour l'implantation et l'exploitation de centrales photovoltaïques sur des équipements publics appartenant à la Ville de Biarritz.

L'appel à candidatures devait permettre de sélectionner une Société qui assurerait le financement, la conception, la réalisation, l'exploitation et la maintenance des centrales photovoltaïques installées afin de revendre la production électrique.

Par délibération en date du 19 décembre 2019, la Ville a autorisé la signature d'une promesse de conventions d'occupation multiples constitutives de droits réels par le Maire ou son représentant avec la Société Trina Solar France Systems. La promesse a été conclue le 21 janvier 2020.

Cette promesse listait les différentes conditions suspensives qu'il convenait de lever avant de pouvoir signer les conventions d'occupation constitutives de droits réels en découlant, la levée des conditions étant appréciée site par site. La promesse restait valable pour une durée de 2 années à compter de sa signature.

Pour mémoire les 13 sites étaient les suivants :

- Famille 1 (ombrières sur parkings)
  - Parking Iraty
  - Parking CTM
  - Parking hippodrome
- Famille 2 (sur toitures de bâtiments)
  - Halle Iraty
  - Ecole Victor Duruy
  - Ecole Reptou
  - Ecole Braou
  - Ecole Ikastola
  - Auberge de jeunesse
  - Salle Dagorette
  - Jaï Alaï
  - Gymnase Notary
  - Gymnase Larochevoucauld

Il convient aujourd'hui de prolonger la durée de validité de la promesse pour certains de ces sites pour les raisons identifiées ci-dessous. Des projets d'avenants à la promesse ont donc été mis au point et ont été joints en annexe. Ces avenants permettent de prolonger d'une année la validité de la promesse, soit jusqu'au 21 janvier 2023.

Les sites et raisons de la prorogation de la promesse pour chacun de ces sites sont les suivants :

- Halle et Parking Iraty: la convention d'occupation temporaire doit également être signée par la Communauté d'agglomération Pays-Basque qui ne pourra délibérer pour autoriser la signature qu'au mois de février de l'année prochaine.
- Gymnase Larochefoucauld: la demande de raccordement du site doit être repoussée afin de respecter les dispositions de l'arrêté du 4 mai 2017 fixant les conditions d'achat de l'électricité, et dans l'attente du projet de réaménagement du gymnase.
- Salle Dagorette: la mission du géomètre nécessaire à la conclusion de la convention n'est pas finalisée.
- Auberge de jeunesse et Parking de l'hippodrome : la Ville envisage un changement d'exploitation du site de l'Auberge de jeunesse et a engagé des réflexions concernant le devenir du Parking de l'hippodrome. Pour ces raisons, la Ville a demandé à Trina Solar France Systems de suspendre temporairement la réalisation des centrales sans pouvoir arrêter de calendrier précis quant à la date de leur reprise.

Il a été demandé au conseil municipal, d'autoriser la signature des deux avenants dont les projets sont joints à la présente délibération.

### **ADOpte**

◇◇◇◇◇◇

#### **25. Stratégie locale de gestion des risques littoraux - Subvention - Avenant n°1 à la convention financière avec la CAPB et avenant n° 1 à la convention de partenariat Autorisation de signature**

**Sur rapport de Monsieur LABORDE :** Par délibérations du 20 juin 2017 et du 16 décembre 2017, le Conseil Communautaire de la **Communauté d'Agglomération Pays Basque** (C.A.P.B.) a pris connaissance du programme d'actions de la stratégie de gestion des risques littoraux de la côte basque pour la période 2017-2021 et en a validé le plan global de financement prévisionnel, incluant sa participation aux opérations sous maîtrise d'ouvrage communales et syndicales.

Par délibération du 10 avril 2019, la Commune de Biarritz a approuvé ce plan global de financement prévisionnel d'un **montant global de 8 millions d'euros HT** de travaux et études, ainsi que les principes des participations de la C.A.P.B., de la Région Nouvelle Aquitaine et de l'Europe via le F.E.D.E.R. et la signature d'une **convention financière entre la Ville de Biarritz et la C.A.P.B.**

Le plan de financement adopté était le suivant :

AXE 7 : Gestion des ouvrages de lutte active contre l'érosion	Total Travaux et Etudes H.T.	F.E.D.E.R.		Nouvelle Région Aquitaine		Communauté d'Agglomération Pays Basque		Ville de Biarritz
		taux de subvention	montant	taux de subvention	montant	taux de subvention	montant	montant
PERIODE 2017 / 2018								
Reprise d'ouvrage sur les falaises du port des pêcheurs, du rocher de la vierge et port vieux	500 000 €	50%	250 000 €	20%	100 000 €	10%	50 000 €	100 000 €
Reprise d'ouvrage sur les falaises de l'établissement des bains (extrémité nord des la côte des basques) et de perrés en enrochements	500 000 €	50%	250 000 €	20%	100 000 €	10%	50 000 €	100 000 €
Confortement de la falaise de la côte des Basques (1ère tranche enrochement du pied de falaise extrémité sud - Marbella)	3 000 000 €	50%	1 500 000 €	20%	600 000 €	10%	300 000 €	600 000 €
PERIODE 2019 / 2021								
Reprise d'ouvrage sur les falaises du port des pêcheurs, du rocher de la vierge et port vieux	500 000 €	50%	250 000 €	20%	100 000 €	10%	50 000 €	100 000 €
Reprise d'ouvrage sur les falaises de l'établissement des bains (extrémité nord des la côte des basques) et de perrés en enrochements	500 000 €	50%	250 000 €	20%	100 000 €	10%	50 000 €	100 000 €
Confortement de la falaise de la côte des Basques (1ère tranche enrochement du pied de falaise extrémité sud - Marbella)	3 000 000 €	50%	1 500 000 €	20%	600 000 €	10%	300 000 €	600 000 €
Total	8 000 000 €	4 000 000 €		1 600 000 €		800 000 €		1 600 000 €

Le président de la C.A.P.B. nous a transmis un projet **d'avenant n°1 à cette convention financière**, joint à la présente délibération, modifiant les périodes et les montants du plan de financement et précisant les modalités de reversement à la Ville de Biarritz de l'aide allouée par la Région Nouvelle-Aquitaine et de l'aide européenne FEDER pour la réalisation de la Stratégie locale de gestion des risques littoraux.

Le plan de financement prévisionnel est ainsi modifié comme suit :

Période 1 (actions conventionnées)								
AXE 7 : Gestion des ouvrages de lutte active contre l'érosion	Total travaux et études H.T.	FEDER		Nouvelle Région Aquitaine		Communauté d'Agglomération Pays Basque		Ville de Biarritz
		Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Montant
Dépenses validées par l'ensemble des partenaires pour la période allant du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2018								
Reprise d'ouvrage sur les falaises du port des pêcheurs, du rocher de la vierge et port vieux (marché à bons de commande)	2 576 330 €	50,71%	1 306 460 €	20%	515 266 €	9,3%	239 339 €	515 266 €
Reprise d'ouvrage sur les falaises de l'établissement des bains (extrémité nord de la côte des basques) et de perrés en enrochements								
Confortement de la falaise de la côte des basques (1ère tranche enrochement du pied de la falaise extrémité sud - marbella)								
<b>TOTAL</b>	<b>2 576 330 €</b>		<b>1 306 460 €</b>		<b>515 266 €</b>		<b>239 339 €</b>	<b>515 266 €</b>

Ce montant correspond aux travaux subventionnables réalisés sur les secteurs concernés, engagés en 2017 et 2018.

**Période 2 (actions en cours d'instruction par le FEDER et validées par les autres financeurs)**

AXE 7 : Gestion des ouvrages de lutte active contre l'érosion	Total travaux et études H.T.	FEDER En cours d'instruction		Nouvelle Région Aquitaine		Communauté d'Agglomération Pays Basque		Ville de Biarritz
		Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Montant
Dépenses en cours d'instruction par les partenaires financiers								
Travaux de confortement en crête de falaise de la Côte des basques (secteur Sud Beaurivage)	773 438 €	50%	386 719 €	20%	154 688 €	10%	77 344 €	154 687 €
<b>TOTAL</b>	<b>773 438 €</b>		<b>386 719 €</b>		<b>154 688 €</b>		<b>77 344 €</b>	<b>154 687 €</b>

Ce montant correspond à une partie des travaux de la phase 1 du confortement de la Côte des Basques, réalisée en 2020. Par rapport au plan de financement initial, cela s'inscrit donc dans la partie « Période 2019 / 2021 ». Le reste des travaux réalisés pendant cette période est à inscrire dans un nouveau programme de subvention.

Par ailleurs, une **convention de partenariat** du projet « Mise en œuvre opérationnelle de la stratégie de gestion risques littoraux de la Côte Basque – Phase 1 » a été signée le 12 février 2020 entre la C.A.P.B. et les communes d'Anglet, Biarritz, Bidart et Saint Jean-de-Luz, définissant leurs droits et obligations quant à la réalisation de ce projet commun présenté au titre de l'axe 4 du PO FEDER-FSE Aquitain 2014-2020, et désignant la **CAPB en qualité de chef de file du projet**.

Le plan de financement prévisionnel était le suivant :

Répartition initiale des dépenses et du plan de financement prévisionnels – phase 1 :

BUDGET ET PLAN DE FINANCEMENT PAR PARTENAIRES						
NOM du partenaire	Personnel	Coûts de structure	Prestations	Travaux	Equipements Matériels	TOTAL
Anglet		0,00 €	39 310,00 €	204 963,80 €	87 147,98 €	331 421,78 €
Bidart		0,00 €	149 105,00 €	49 188,00 €	38 835,00 €	237 128,00 €
Biarritz		0,00 €	178 950,92 €	2 553 951,37 €	0,00 €	2 732 902,29 €
Saint Jean de Luz		0,00 €	84 000,00 €	530 000,00 €	0,00 €	614 000,00 €
CAPB	135 853,44 €	20 378,02 €	201 984,00 €	0,00 €	0,00 €	358 215,46 €
<b>TOTAL</b>	<b>135 853,44 €</b>	<b>20 378,02 €</b>	<b>653 349,92 €</b>	<b>3 338 103,17 €</b>	<b>125 982,98 €</b>	<b>4 273 667,53 €</b>

NOM du partenaire	TOTAL SUBV. FEDER	TOTAL SUBV. REGION	TOTAL SUBV. CAPB	TOTAL AUTOFIN.
Anglet	165 710,89 €	66 284,36 €	33 142,18 €	66 284,36 €
Bidart	118 564,00 €	19 829,30 €	47 425,60 €	51 309,10 €
Biarritz	1 366 451,15 €	546 580,46 €	273 290,23 €	546 580,46 €
Saint Jean de Luz	264 020,00 €	110 520,00 €	70 610,00 €	168 850,00 €
CAPB	179 107,73 €	71 643,09 €		107 464,64 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 093 853,76 €</b>	<b>814 857,21 €</b>	<b>424 468,01 €</b>	<b>940 488,55 €</b>

Le président de la C.A.P.B. nous a transmis un projet d'**avenant n°1 à cette convention de partenariat**, joint à la présente délibération, modifiant le budget et le plan de financement à la suite de la programmation de la subvention au titre de l'axe 4 du PO FEDER-FSE Aquitain 2014-2020 comme suit :

Répartition modifiée des dépenses et du plan de financement prévisionnels – phase 1 après programmation FEDER :

NOM du partenaire	Personnel	Coûts de structure	Prestations	Travaux	Equipements- Matériels	Autres	TOTAL
Anglet		0 €	39 310 €	190 079 €	104 030 €		333 419 €
Bidart		0 €	149 105 €	49 188 €	38 835 €		237 128 €
Biarritz		0 €	156 574 €	2 419 756 €	0 €	0 €	2 576 330 €
Saint Jean de Luz		0 €	81 000 €	530 000 €	0 €	3 000 €	614 000 €
CAPB	135 853 €	20 378 €	202 000 €	0 €	0 €		358 231 €
<b>TOTAL</b>	<b>135 853 €</b>	<b>20 378 €</b>	<b>627 989 €</b>	<b>3 189 023 €</b>	<b>142 865 €</b>	<b>3 000 €</b>	<b>4 119 108 €</b>

NOM du partenaire	TOTAL SUBV. FEDER	TOTAL SUBV REGION	TOTAL SUBV. CAPB	TOTAL AUTOFIN.
Anglet	169 077 €	66 684 €	30 974 €	66 684 €
Bidart	120 248 €	47 426 €	22 029 €	47 426 €
Biarritz	1 306 460 €	515 266 €	239 339 €	515 266 €
Saint Jean de Luz	311 360 €	122 800 €	57 040 €	122 800 €
CAPB	181 660 €	71 646 €	33 279 €	71 646 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 088 804 €</b>	<b>823 821 €</b>	<b>382 661 €</b>	<b>823 821 €</b>

Cet avenant vise à mettre à jour la convention de partenariat avec les montants réellement subventionnés sur la période 1 (2017 / 2018).

Il a été demandé au conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver le nouveau plan de financement prévisionnel du projet « Stratégie locale de gestion des risques littoraux » ;
- Autoriser Madame le Maire ou son représentant à signer l'avenant n°1 à la convention financière avec la C.A.P.B.
- Approuver le budget et le plan de financement modifié à la suite de la programmation de la subvention au titre de l'axe 4 du PO FEDER-FSE Aquitain 2014-2020.
- Autoriser Madame le Maire ou son représentant à signer l'avenant n°1 à la convention de partenariat du projet « Mise en œuvre opérationnelle de la stratégie de gestion risques littoraux de la Côte Basque – Phase 1 ».

### **ADOPTÉ**

◇◇◇◇◇◇

## **26. Parc à vélos du jardin public - Tarification du stationnement**

**Sur rapport de Madame DURAND-PURVIS** : Un parc clos à vélos a récemment été installé au jardin public.

Il offre une capacité de stationnement de 40 places dont 20 places pour les vélos à assistance électrique qui peuvent bénéficier d'une borne de recharge pour leur batterie. Ce parc à vélo est accessible par badge, disponible au guichet unique de la mairie sis 12 avenue Edouard VII à Biarritz.

A court terme, les Villes de Biarritz- Anglet et Bayonne souhaitent harmoniser l'ensemble des parcs à vélos présents sur les territoires puis, dans un second temps coupler les abonnements aux équipements Txik-Txak. A Bayonne, ce type d'ouvrage connaît un franc succès et l'ensemble des demandes ne peuvent être pour l'instant satisfaites.

A l'heure actuelle c'est à la Ville que reviennent les modalités de gestion.

Les ayants droits devront justifier d'une résidence à Biarritz (*taxe d'habitation, bail, attestation d'assurance*), et d'une pièce d'identité (*carte Nationale d'identité ou Passeport*)

Il a été proposé au conseil municipal :

- De valider le règlement intérieur de ce parc à vélos, joint à la présente délibération,
- La création d'abonnements pour ce parc à vélos, réservés aux Biarrots aux tarifs suivants :
  - Acquisition d'un badge/résident : 15 € (renouvellement en cas de vol ou de perte 15€)
  - Abonnement mensuel 5 € / cycle
  - Abonnement trimestriel 15 € / cycle
  - Abonnement annuel 50 € / cycle

### **ADOPTE**

◇◇◇◇◇◇◇◇

## **27. Aires de camping-cars de la Milady et de Gabrielle Dorziat - Création de tarifs**

**Sur rapport de Monsieur CHAZOILLERES** : Biarritz dispose de deux aires de services pour les camping-cars et fourgons habitables. Ces aires sont la propriété du SIAZIM mais la Ville de Biarritz en la charge pour la gestion et l'entretien :

Elles permettent d'accueillir :

- 32 véhicules pour l'aire de la Milady
- 31 véhicules pour l'aire de Dorziat (*depuis le 1er juin 2021*)

Un tarif unique de 12 € permet actuellement un stationnement de 24 Heures ainsi que l'accès aux services suivants :

- Plateforme technique de vidange
- Containers enterrés de tri
- Surveillance vidéoprotection
- Accès à l'eau sans limite
- Electricité

La durée maximum du stationnement autorisée est fixée à 48 heures toute l'année

Les usagers peuvent entrer et sortir des aires à tout moment de la journée. L'accès étant possible et réservé sur présentation du ticket de stationnement.

L'évolution des usages ces dernières années et le développement du camping-car en Europe font que les modalités actuelles d'accès sur Biarritz ne correspondent plus aux usages actuels. Il y a donc lieu de faire évoluer notre réglementation et l'accueil en la matière.

Nous avons constaté trois usages différents sur nos aires :

- Courtes durées (surfeurs, free-riders, touristes de passage)
- Moyennes durées (les travailleurs-nomades, touristes, visites familiales)
- Longues durées (les nouveaux modes d'habitation : voyageurs, les actifs)

La limitation à 48 heures du stationnement des 2 aires ne correspond plus aux usages et aux attentes de ces voyageurs. A noter que le seul camping de Biarritz n'offre pas la possibilité de stationner pendant la période hivernale.

Il a été proposé au conseil municipal d'adopter les tarifs proposés selon les périodes suivantes

**- Du 01/04 au 14/11 de chaque année** (période dite de HAUTE SAISON), un **tarif de 13 €** incluant tous les services et permettant un stationnement de 24 heures renouvelable 1 seule

fois, sans prolongation possible de la durée maximum de 48H, afin de permettre une rotation régulière.

- Du 15/11 au 31/03 de chaque année (période dite de BASSE SAISON) :

**Pour les usagers de courte durée, un tarif de 13 €** incluant tous les services et permettant un stationnement de 24 heures

**Pour les usagers de moyenne et longue durée, un tarif forfaitaire variable** selon le temps passé incluant tous les services et permettant un stationnement d'une durée :

- De 1 semaine (7 jours) : 80 €
- De 2 semaines (14 jours) : 150 €
- De 3 semaines (21 jours) : 200 €
- De 1 mois (30 jours) : 240 €

### **ADOpte**

◇◇◇◇◇◇

#### **28. Groupement de commandes pour la fourniture d'électricité de gaz et de services associés coordonné par la Communauté d'Agglomération Pays-Basque - Convention constitutive - Autorisation de signature**

**Sur rapport de Monsieur LABORDE :** Afin de répondre à l'ouverture des marchés de l'énergie et à la disparition progressive des Tarifs Réglementés de Vente, la Communauté d'agglomération Pays-Basque (C.A.P.B.) a fait le choix de poursuivre en 2019 une démarche de groupement d'achat pour la fourniture d'électricité, initiée en 2015 par l'Agglomération Côte Basque Adour (A.C.B.A.).

Depuis sa constitution le groupement a évolué et comprend à présent 20 membres. Pour le territoire de Biarritz, les entités sont notamment la Ville de Biarritz, le Syndicat intercommunal pour l'aménagement de la zone Ilbarritz-Mouriscot, Biarritz Tourisme, le Centre communal d'action sociale, l'ATABAL et le skate-park de Biarritz.

A la suite de l'adoption de son Plan Climat Air Energie Territorial en 2021, la Communauté d'agglomération est aujourd'hui renforcée dans son rôle de coordination de la transition énergétique et il est ainsi proposé aux communes et à leurs satellites, d'élargir le groupement de commandes préexistant à l'achat de gaz naturel. Ce marché groupé de de fourniture de gaz permettra d'envisager :

- Un gain économique au bénéfice des membres : effet d'échelle sur le coût du MWh lié à l'effet volume généré par le groupement, stratégie d'achat adaptée au contexte des marchés de gaz (allotissement, durée...)
- Une offre de services « sur-mesure » par rapport aux souhaits de membres et à leurs spécificités : facturation, services associés, accompagnement par la Communauté...
- Une orientation en faveur de l'achat de biométhane : à l'image du choix opéré par le groupement pour la fourniture d'électricité renouvelable.

La Ville de Biarritz a signifié sa volonté de participer à ce groupement de commandes. Une nouvelle convention constitutive de groupement portant sur l'électricité et le gaz a donc été mise au point pour une durée illimitée.

La Commission d'Appel d'Offres chargée de l'ensemble de la procédure de choix des cocontractants sera la Commission d'Appel d'Offres de la Communauté d'agglomération Pays-Basque.

La Convention prévoit les modalités de participation des membres du groupement aux frais de fonctionnement et frais de justice éventuels (précontentieux et/ou contentieux).

Il a été proposé au conseil municipal, de bien vouloir autoriser Madame le Maire ou son représentant à signer la convention constitutive de groupement de commandes en vue de la passation de marchés de fourniture d'énergie et services associés.

Le projet de convention correspondant a été annexé à la délibération.

### **ADOpte**

◇◇◇◇◇◇

### **29. Délégation de Service Public - Contrat de délégation de service public pour l'exploitation des jeux au casino municipal -Avenants - Autorisation de signature**

**Sur rapport de Monsieur CHAZOUILERES** : La convention de délégation de service public en date du 16 juillet 2012 confie à la Société d'Expansion Touristique de Biarritz l'exploitation des jeux au casino municipal de Biarritz.

L'article 13 de la convention de mise à disposition fixe les modalités de calcul de la redevance pour occupation du domaine public, qui comprend notamment une redevance fixe relative à la mise à disposition des salles de jeu et d'animation.

La crise sanitaire a fortement impacté l'activité du casino pour la période courant du 1er décembre 2019 au 30 novembre 2020 pendant laquelle l'établissement a été fermé. Une décision de réduction de la redevance avait en conséquence été notifiée au délégataire le 5 juin 2020, qu'il convient de formaliser dans un avenant. La redevance fixe initiale pour la période du 1er décembre 2019 au 30 novembre 2020 serait ainsi portée de 535 706,30 € à 376 165,35 €.

Concernant le périmètre de la DSP, d'autre part, la Ville de Biarritz et la SETB se sont rencontrées afin de définir l'utilisation du salon DIANE, actuellement mis à disposition de la SETB et utilisé dans le cadre de l'organisation de manifestations.

Cet espace pourrait être retiré du périmètre de la mise à disposition à compter du 1er janvier 2022 et la Ville de Biarritz (ou toute structure désignée par elle) pourrait en reprendre l'exploitation à destination de restauration / animation.

La redevance fixe annuelle due par le délégataire au titre de l'occupation du domaine public serait réduite de 50 000 € pour prendre en compte la réduction de périmètre.

Il a été proposé d'autoriser la signature par Madame le Maire de deux avenants au contrat de mise à disposition signé le 16 juillet 2012, dont les projets sont joints en annexe, et dont l'objet est :

- Avenant n°1 : d'accorder une réduction de redevance à la SETB, calculée au prorata temporis pour la fermeture administrative du casino imposée par l'Etat entre le 1er décembre 2019 et le 30 novembre 2020
- Avenant n°2 : de modifier le périmètre de la délégation de service public en retirant le salon Diane, et de modifier en conséquence la redevance.

### **ADOpte**

◇◇◇◇◇◇

### **30. Délégation de service public - pour l'exploitation des jeux au Casino municipal - Rapport annuel du délégataire - Exercice 2020**

**Sur rapport de Monsieur CHAZOILLERES** : Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.), le rapport d'activité de l'exercice écoulé, produit par chaque délégataire de service public de la ville doit être inscrit à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

En conséquence, la Société d'Expansion Touristique de Biarritz (S.E.T.B.), délégataire du service public pour l'exploitation des jeux du Casino municipal, nous a transmis son rapport annuel concernant l'exercice allant du **1<sup>er</sup> novembre 2019** au **31 octobre 2020**.

Conformément à l'article L1413-1 du C.G.C.T., ce rapport a été examiné par la Commission consultative des services publics locaux, réunie le 1<sup>er</sup> octobre 2021. Les principaux éléments relatifs à l'activité de l'exercice **2019 / 2020** sont les suivants.

#### **1°) Données financières**

##### **• Compte de résultat**

Le marché des casinos français déjà en baisse depuis 2017, a connu au cours du dernier exercice une baisse sans précédent de -24,3% du fait des restrictions liées à la crise sanitaire du Covid-19 depuis la mi-mars 2020.

Concernant la S.E.T.B., le chiffre d'affaires net a connu une baisse de -2 864 k€ soit -27% au cours du dernier exercice. Les recettes de l'activité de restauration sont en diminution en 2020 avec un nombre de couverts en repli de -24,7%.

La baisse importante de -32% du produit brut des machines à sous est principalement due à la fermeture totale du casino pendant les 2 périodes de confinement, du 15/03 au 01/06/2020 et du 24 au 31/10/2020 (fin de l'exercice comptable), soit 87 jours, et au-delà jusqu'à la fin juin 2021.

Parallèlement, les charges d'exploitation diminuent de -18% en 2019-2020 par rapport à l'exercice précédent, avec notamment les achats et charges externes en repli de -13%, les achats de matières premières et autres approvisionnements de -27%. Les charges de personnel sont en baisse de -24% par rapport à l'exercice précédent, la quasi-totalité du personnel ayant été placée en activité partielle lors des périodes de fermeture, la réorganisation du service ayant été étudiée afin de limiter les remplacements au strict nécessaire. L'emploi de contrats saisonniers a été privilégié et le service entretien a été externalisé à la société ONET, avec un transfert des contrats de travail des salariés.

Compte tenu des jours de fermeture, la S.E.T.B. a bénéficié de la part de la Ville de Biarritz, d'une réduction de la redevance fixe d'occupation des salles de jeux et d'animation de 2020.

Ainsi, du fait de l'effet ciseau d'une diminution plus forte des produits d'exploitation (-3 103 k€) que celle des charges (-1 945 k€), le résultat d'exploitation se dégrade de -1 158 k€ (-162%) par rapport à l'exercice précédent, affichant -444 k€, contre +714 k€ en 2019.

Après prise en compte du résultat financier (- 46 k€) et du résultat exceptionnel (-78 k€), le résultat net comptable est déficitaire de -564 k€ en 2019-2020, contre un bénéfice de 406 k€ pour 2018-2019.

##### **• Le bilan**

À la date du 31/10/2020, les fonds propres sont négatifs à -146 k€, contre 743 k€ à la clôture du précédent exercice.

Lors du dernier exercice, la S.E.T.B. a bénéficié du soutien du Groupe Barrière et est redevable au 31/10/2020 d'une dette de 3,4 millions d'euros, lui permettant d'assurer la continuité d'exploitation.

La trésorerie nette positive est de 142 k€ au 31/10/2020, soit un niveau en diminution par rapport à l'exercice précédent (494 k€ au 31/10/2019).

## **2°) Données sur la qualité du service**

La qualité du service correspond au strict respect du cahier des charges et de la réglementation des jeux.

Des données physiques sur le volume d'activités ont permis d'apprécier et de mesurer la qualité des services proposés :

- le nombre d'entrées dans le casino est de **212 691** pour le dernier exercice clos, en baisse de **-23.8%** par rapport à l'exercice antérieur ;
- le nombre de couverts enregistrés est de **55 289** soit **-27.7%** par rapport à **2018/2019**.

Dans le cadre des mesures pour une meilleure satisfaction des usagers, un dispositif qualité très complet a été mis en place. La qualité de l'accueil et de service, les animations, les informations et le suivi des usagers constituent une priorité. Les affichages obligatoires sont respectés. Le programme de fidélité « Carré VIP », en place depuis décembre 2017, permet de récompenser les clients tout au long de l'année.

Dans le domaine du jeu responsable, de par son expérience, le Groupe Barrière est devenu un référent majeur auprès des institutions publiques, participant régulièrement à des colloques. La gouvernance est organisée au travers d'un réseau d'experts au niveau national et local. Le Groupe s'engage à communiquer auprès des clients des Casinos sur le jeu responsable afin de leur faire découvrir le programme et de les sensibiliser aux actions menées.

Le dispositif de limitation volontaire d'accès (L.V.A.), permettant aux clients de choisir un nombre de visites maximum (1 à 8) sur une durée définie (3 à 24 mois) dans l'établissement, a donné lieu à la signature de 22 contrats en 2019/2020.

Conformément à la réglementation en vigueur, une formation dédiée au jeu responsable a été assurée auprès des collaborateurs, qui s'est traduite par 3 sessions ayant permis de former 13 collaborateurs et 39 autres ayant suivi un recyclage en e-learning.

Dans le cadre des liens avec les structures de soin, une convention de partenariat a été signée en août 2016 avec les services du Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (C.S.A.P.A.) BIZIA de Bayonne.

Afin de répondre aux obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, le Casino a organisé début 2017 son dispositif par la substitution du manuel de procédures internes existant par un protocole interne comprenant un système d'évaluation et de gestion des risques ainsi qu'un dispositif de contrôle interne adapté.

En conformité à la loi SAPIN II, le Groupe Barrière a actualisé son dispositif anticorruption. Au titre de la sécurité et de la sûreté, le service de la restauration bénéficie d'un guide interne formalisant les pratiques d'hygiène. Des contrôles propres aux établissements recevant du public (E.R.P.) sont effectués par des organismes de contrôle agréés ainsi que des commissions consultatives départementales de sécurité et d'accessibilité.

L'ensemble des établissements du Groupe est sécurisé grâce au système de vidéosurveillance, avec principalement l'installation systématique de caméras à chaque accès. En application du décret du 18 décembre 2000 sur la sécurité des convoyeurs de fonds, de nouvelles procédures et les équipements nécessaires ont été mis en place permettant également d'assurer une plus grande sécurité du personnel et du public.

## **3°) Données techniques**

Une programmation de qualité a été mise en place avec des événements et animations artistiques à savoir :

- Soirée Cabaret du 24 octobre 2019,

- INES REG les 13 et 14 janvier 2020,
- Soirée Cabaret Saint Valentin du 14 février 2020,
- DREAM le 28 février 2020.

Un concours financier est apporté aux manifestations organisées par la ville de Biarritz à savoir le Festival international des programmes audiovisuels de Biarritz, l'exposition « Centenaire de l'impératrice Eugénie de Montijo », le Festival de Danse « le Temps d'Aimer », le Festival International des Cinémas et Cultures d'Amérique Latine.

D'autres actions artistiques et culturelles ont été programmées au Casino :

- soirée du 31 décembre 2019 avec Orchestre et DJ,
- dîner spectacle du 25 janvier 2020 sur le thème du Cirque Chinois à l'occasion du Nouvel An Chinois.

Le Casino Barrière apporte son soutien financier à différentes manifestations organisées par Biarritz Tourisme (branche Biarritz Evénements).

D'autres contributions au développement touristique de la part de la S.E.T.B. se sont traduites par la mise en place d'une collecte de jouets solidaires pour la Croix Rouge Française, l'organisation d'une soirée animée Loto Bingo, le partenariat avec Biarritz Tourisme dans l'illumination des façades du Casino lors des fêtes de fin d'année, la contribution à la soirée du Lâché de lanternes, la création d'une nouvelle salle de jeu rétrogaming et l'organisation d'un tournoi de rétrogaming, des opérations commerciales et événements thématiques.

Il a été demandé au conseil municipal, de bien vouloir prendre acte de ce rapport d'activité.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE**

◇◇◇◇◇◇◇◇

#### **31. Délégation de Service Public pour l'exploitation du petit train touristique - Approbation du choix du délégataire et de la convention de délégation de service public - Autorisation de signature**

**Sur rapport de Monsieur COURCELLES** : Par délibération en date du 30 juin 2021, le Conseil municipal a, conformément à l'article L 1411-4 du C.G.C.T. :

- approuvé le principe de la délégation de service public pour l'exploitation du petit train touristique
- autorisé le lancement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, conformément aux articles L.1411 – 1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette procédure a donc été lancée et les différentes étapes ont été les suivantes :

- Parution des avis d'appel public à la concurrence :
  - Journal Sud-Ouest le 8 juillet 2021
  - Revue « ESPACES tourisme et loisirs » (publication spécialisée) le 7 juillet 2021
- Date limite de remise des candidatures et des offres : 10/09/2021

Une seule offre a été enregistrée : celle de la SARL TXU TXU, exploitant en place.

- Commission de DSP (agrément des candidats et avis sur les offres reçues) : 29/10/2021

Au vu des critères de jugement des offres fixés au dossier de consultation, la commission a émis un avis sur l'offre et proposé de la retenir.

Le candidat s'engage à mettre en service un train électrique au plus tôt, et en tout état de cause avant la saison estivale 2023.

Le projet d'exploitation est attractif en termes de services offerts aux usagers, d'amplitude d'ouverture....

Le matériel roulant est esthétique et de bonne qualité (matériel PRAT répondant aux normes de sécurité et de confort, et aux exigences de la Ville).

Le projet est équilibré financièrement sur la durée de la délégation, avec un chiffre d'affaires réaliste.

Le montant de la redevance minimum forfaitaire proposé par le candidat dans son offre est élevé (45 000 € HT)

Le projet de contrat a ensuite été mis au point avec le candidat retenu.

Conformément aux articles L 1411-5, L 1411-7 et L.2121-12 du C.G.C.T., chaque membre du Conseil Municipal a été destinataire d'un rapport précisant les motifs de choix du candidat et l'économie générale du contrat. Etaient annexés à ce rapport, le procès-verbal de la commission de D.S.P. ainsi que le projet de contrat de délégation de service public.

Par ailleurs, les annexes au projet de contrat ainsi que les pièces de la procédure, ont pu être consultées en mairie.

En conséquence, et conformément à l'article L 1411-7 du C.G.C.T., il a été demandé au conseil municipal :

1. d'approuver la convention de délégation de service public correspondante
2. d'autoriser Mme le Maire à signer cette convention avec la SARL TXU TXU et toutes pièces et actes y afférents.

### **ADOpte**

◇◇◇◇◇◇

### **32. Occupations commerciales du domaine public - Autorisation de signatures de conventions d'occupation**

- **Sur rapport de Monsieur BACH** : Des appels à candidatures pour des occupations du domaine public ont été lancés et Madame le Maire a décidé des candidats retenus après avis de la Commission ad hoc compétente. **Contrat d'occupation du domaine public pour l'exploitation d'un restaurant situé dans l'établissement des bains de la Côte des Basques :**

Le contrat d'occupation arrive à échéance le 31 décembre 2021. Un avis d'appel public à candidatures a donc été lancé avec publication d'une annonce sur le site internet de la Ville, dans le journal Sud-Ouest et sur les réseaux sociaux.

1 candidature a été réceptionnée.

Après avis de la Commission ad hoc compétente, la candidature de Madame Rosa FERNANDES et Monsieur Gauthier LE SAUCE a été retenue avec le projet « LES BAINS ». Le contrat, dont le projet est joint, autorisera la S.A.R.L. créé dans ce cadre à exploiter le restaurant de l'établissement des bains de la Côte des Basques pour une durée de 5 ans,

soit jusqu'au 31 décembre 2026 et fixe la redevance annuelle forfaitaire à 8% du chiffre d'affaires assorti d'un minimum forfaitaire garanti de 54 000 € T.T.C.

- Contrat d'occupation du domaine public pour l'exploitation du local dénommé G2 situé dans le bâtiment du Casino municipal :

Le contrat d'occupation arrive à échéance le 31 décembre 2021. Un avis d'appel public à candidatures a donc été lancé avec publication d'une annonce sur le site internet de la Ville, dans le journal Sud-Ouest et sur les réseaux sociaux.

1 candidature a été réceptionnée.

Après avis de la Commission ad hoc compétente, la candidature la S.A.S LES DEUX FRERES a été retenue avec le projet « SOUTHWEST ».

Le contrat, dont le projet est joint, autorisera la S.A.S. à exploiter le local G2 pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2026 et fixe la redevance annuelle forfaitaire à 7% du chiffre d'affaires assorti d'un minimum forfaitaire garanti de 105 000 € T.T.C.

- Contrat d'occupation du domaine public pour l'exploitation du local dénommé C3 situé dans le bâtiment du Casino municipal :

Le contrat d'occupation arrive à échéance le 31 décembre 2021. Un avis d'appel public à candidatures a donc été lancé avec publication d'une annonce sur le site internet de la Ville, dans le journal Sud-Ouest et sur les réseaux sociaux.

1 candidature a été réceptionnée dans les délais.

Après avis de la Commission ad hoc compétente, la candidature la S.A.R.L. CARIBOO, associée à la S.A.R.L. TROPICAL EUSKADI a été retenue avec le projet « QUICKSILVER ».

Le contrat, dont le projet est joint, autorisera les deux Sociétés à exploiter le local C3 pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2026 et fixe la redevance annuelle forfaitaire à 7% du chiffre d'affaires assorti d'un minimum forfaitaire garanti de 50 000 € H.T.

Il a été proposé au conseil municipal, de bien vouloir autoriser Madame le Maire à signer ces contrats d'occupation du domaine public, dont les projets sont joints en annexe.

### **ADOpte**

◇◇◇◇◇◇

### **33. Commission Locale du Site Patrimonial Remarquable de Biarritz (SPR) - Avis donné à la Communauté d'Agglomération Pays Basque sur la composition de la commission**

**Sur rapport de Monsieur LABORDE** : La ville de Biarritz a approuvé son Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) le 12 février 2020.

En vertu des dispositions de l'article 114 de la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine, dite loi CAP, les AVAP mises à l'étude avant la promulgation de la loi deviennent au jour de leur création des Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR), nouveaux documents de gestion et de protection patrimoniales créés par la loi CAP.

L'AVAP de Biarritz est donc devenue depuis sa création le 12 février 2020 un Site Patrimonial Remarquable, sur lequel continue de s'appliquer le règlement de l'AVAP, jusqu'à ce que s'y substitue un Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ou un Plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (PVAP).

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, et comme précisé dans la délibération-cadre adoptée le 4 novembre 2017, la Communauté d'Agglomération Pays Basque (CAPB) est compétente en matière de planification patrimoniale.

En application des dispositions de l'article L 631-3 du Code du Patrimoine, afin de se conformer à la nouvelle procédure applicable aux SPR, la CAPB est aujourd'hui tenue d'instituer une Commission Locale du Site Patrimonial Remarquable (CLSPR), venant se substituer à la Commission locale AVAP.

Cette Commission est présidée par le Président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale.

Conformément aux dispositions de l'article D 631-5 du Code du patrimoine, cette Commission locale comprend :

1° Des membres de droit :

- le président de la commission ;
- le ou les maires des communes concernées ou son représentant ;
- le Préfet ou son représentant ;
- le directeur régional des affaires culturelles ou son représentant ;
- l'Architecte des Bâtiments de France ou son représentant.

2° Un maximum de quinze membres nommés dont :

- un tiers de représentants désignés par le conseil municipal en son sein ou, le cas échéant, désignés en son sein par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ;
- un tiers de représentants d'associations ayant pour objet la protection, la promotion ou la mise en valeur du patrimoine ;
- un tiers de personnalités qualifiées.

Les élus, les représentants d'associations et les personnalités qualifiées sont désignés par l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale, puis soumis à avis du préfet.

Pour chacun des membres nommés, un suppléant est désigné dans les mêmes conditions. Il siège en cas d'absence ou d'empêchement du titulaire.

En concertation avec la commune de Biarritz, la Communauté d'agglomération Pays Basque a proposé une Commission Locale composée de 9 membres et leurs suppléants nommés (1/3 de représentants élus, 1/3 de représentants d'associations et 1/3 de personnalités qualifiées) telle que désignée ci-dessous :

**Membres de droit :**

Président de la Communauté d'agglomération Pays Basque
Maire de la commune de Biarritz ou son représentant
Préfet ou son représentant
Directeur Régional des Affaires Culturelles ou son représentant
Architecte des Bâtiments de France ou son représentant

**Membres élus :**

<b>Titulaires</b>	<b>Suppléants</b>
Monsieur Bruno CARRERE	Monsieur Philippe ARAMENDI
Madame Maud CASCINO	Monsieur Sébastien MENARD
Madame Anne PINATEL	Monsieur Michel LABORDE

**Représentants d'associations ayant pour objet la protection, la promotion ou la mise en valeur du patrimoine :**

<b>Représentants titulaires</b>	<b>Représentants suppléants</b>
<b>Association Sites et Cités</b> Monsieur Jacky CRUCHON	<b>Association Sites et Cités</b> Madame Marylise ORTIZ
<b>Fondation du Patrimoine</b> Madame Marie DE MERLIS	<b>Fondation du Patrimoine</b> Monsieur Eric RICHTER
<b>Association Les amis de Napoléon III</b> Monsieur Bernard DE MARTINI	<b>Association Les amis de Napoléon III</b> Madame Marie-France RIVIERE

**Personnes qualifiées :**

<b>Titulaires</b>	<b>Suppléants</b>
<b>CAUE 64</b> Monsieur Xalbat ETCHEGOIN	<b>CAUE 64</b> Madame Claire RENAULT
<b>Madame Isabelle JOLY</b> Architecte du patrimoine	<b>Madame Catherine MATVEIEFF</b> Architecte du patrimoine
<b>Monsieur Jean-Loup MENOCHET</b> Historien et conférencier	<b>Monsieur Romain QUESADA</b> Urbaniste Paysagiste

Conformément aux dispositions citées ci-dessus, la CAPB a soumis la composition de la Commission Locale du SPR au Préfet des Pyrénées Atlantiques, lequel a émis un avis favorable par courrier en date du 12 octobre 2021.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5216-5 I2° et L.5211-5 III ;

Vu l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine de la commune de Biarritz approuvée par délibération du Conseil municipal du 12 février 2020 ;

Vu la loi n°2016-925 du 07 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine et notamment son article 114 ;

Vu le Code du Patrimoine, et notamment les articles L 631-3 et D 631-5 du Code du Patrimoine ;

Vu l'arrêté préfectoral n°64-2016-07-13-01 en date du 13 juillet 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, fixant notamment ses compétences ;

Vu la délibération-cadre portant sur la planification patrimoniale et les Sites Patrimoniaux Remarquables du 4 novembre 2017 par la Communauté d'Agglomération Pays Basque ;

Vu l'avis favorable du Préfet en date du 12 octobre 2021 ;

Compte tenu de ces éléments, il a été proposé :

- De donner un avis favorable à la Communauté d'Agglomération Pays Basque sur la proposition de composition de la Commission locale du Site Patrimonial Remarquable de la Commune de Biarritz telle que mentionnée ci-dessus, qui sera soumise pour approbation au Conseil Communautaire.

### **ADOpte**

**Mme Corine MARTINEAU et Mme Nathalie MOTSCH s'abstiennent**

◇◇◇◇◇◇

#### **34. Cession d'une propriété bâtie 18 impasse de Grammont - Appel à candidatures - désignation du candidat retenu**

**Sur rapport de Madame AROSTEGUY** : Par délibération en date du 6 avril 2021, le conseil municipal a autorisé l'acquisition à la société Coopérative Foncière Aquitaine (Organisme Foncier Solidaire du COL) des parcelles cadastrées AX n°101 et AX n° 105-137-138 situées avenue de Grammont et impasse Grammont à Biarritz

Le terrain non bâti est destiné à accueillir des jardins partagés.

Concernant la parcelle bâtie AX n° 101, située 18 impasse Grammont, le conseil a autorisé le lancement d'un appel à candidatures en vue de sa cession.

Un appel à candidatures a ainsi été lancé le 12 juillet 2021 dans différents supports (Sud-Ouest, Petites affiches du Pays Basque, Biarritz Magazine et réseaux sociaux...).

Le dossier de consultation précisait les conditions de cette vente, et notamment :

- L'affectation du bien : le bien sera affecté à l'habitation, étant précisé que l'obligation sera faite à l'acquéreur, puis à tous les acquéreurs successifs et à tous leurs ayants droit, d'occuper l'ensemble du bien à titre de résidence principale pendant une durée de 15 ans à compter de la date d'acquisition.  
Le logement ne pourra sur la même durée, même partiellement, être affecté à la location sauf accord express de la Ville sur demande motivée pour une location en résidence principale.
- L'offre financière du candidat devait être supérieure à un prix de quatre cent mille euros (400 000 €) net vendeur pour la parcelle précitée.
- Le jugement des offres : le cahier des charges précisait que la Ville prendra en compte le prix d'achat proposé, les éventuelles conditions et la capacité du candidat à respecter ses engagements. La Ville se réserve également la possibilité de prendre en compte la situation personnelle des acquéreurs, dans un souci d'intérêt général, notamment pour favoriser le logement des ménages locaux, dans le cadre de tension du marché immobilier local.

Une Commission ad hoc, chargée de l'analyse des offres, s'est réunie le 19 novembre 2021. 18 offres ont été reçues pour cet appel à candidatures.

L'offre la plus élevée se monte à 700 000 €.

Les autres offres s'échelonnent de 600 000 € à 405 000 €.

Il est précisé que la villa est en mauvais état et nécessite de gros travaux.

La commission a bien sûr pris en compte le prix proposé par les candidats, mais elle n'a pas souhaité privilégier cet élément, pour éviter les offres spéculatives, et pour prendre en compte la situation personnelle, familiale et financière des candidats.

Elle a ainsi cherché à favoriser les jeunes ménages, privilégier les biarrots qui peinent à acheter un bien au regard des tensions du marché immobilier local.

La Commission a donc proposé de retenir l'offre de Mme Elorri Claverie et de M. Charles Verdier, qui proposent un prix d'achat de 500 000 € hors frais de notaire.

Ce jeune couple biarrois est actuellement locataire d'un petit appartement à Biarritz. Mme Claverie et M. Verdier, tous deux enseignants, cherchent depuis 2 ans à acheter une maison pour y fonder une famille, proche du quartier dans lequel ils ont grandi.

Les travaux qu'ils envisagent sur la maison sont estimés à 300 000 €.

Leur offre n'est pas assortie de conditions particulières.

Une étude de financement a été effectuée par un courtier.

L'avis du pôle Evaluation domaniale du 02 décembre 2021, a estimé le bien à vendre à 331 000 €.

En conséquence, il a été proposé au conseil municipal :

- De céder l'immeuble communal situé 18 impasse Grammont, cadastré AX n°101 à Biarritz, à Mme Elorri Claverie et M. Charles Verdier, pour un prix d'achat de 500 000 € hors frais de notaire, aux conditions fixées au dossier de consultation (usage de résidence principale...).
- D'autoriser Mme le Maire à signer tous actes et documents nécessaires à la concrétisation de la présente cession.

#### **ADOpte**

**M. BARUCQ – Mme BRAO – Mme MOTSCH – M. DESTIZON – M. MORIN –  
M. CARRERE s'abstiennent**

◇◇◇◇◇◇

#### **35. Compte rendu des décisions du Maire en application des Articles L. 2122-22 et L. 2122-23 - du Code Général des Collectivités Territoriales**

**Sur rapport de Madame VALS** : Il a été rendu compte de :

➤ Signature de marchés publics :

Objet	Procédure	Titulaire	Montant
Travaux de revêtement de sol et peinture à la Gare du Midi. Remplacement du revêtement de sol et mise en peinture dans les salles Caritz et Cucurlon, couloir et vestiaire du rez de chaussée.	Procédure adaptée	ATLANTIC REVETEMENTS	34 164,68 € T.T.C.

Objet	Procédure	Titulaire	Montant
Remplacement menuiseries et portes coupe-feu au Casino Municipal.  Remplacement de portes coupe-feu métalliques et de menuiseries extérieures sur la façade sud du Casino Municipal.  Les portes coupe-feu à remplacer se situent au sous-sol du bâtiment principal dans les locaux techniques. Ces locaux sont pour la plupart des locaux à Risque Important ou Moyen et le milieu ambiant est extrêmement humide et salin.	Procédure adaptée	A3M	58 005,00 € T.T.C.
Remplacement des menuiseries extérieures à l'Atabal.  Remplacement d'une porte coupe-feu extérieure de chaufferie et modification d'une menuiserie donnant sur le patio du bâtiment.	Procédure adaptée	E. SANGLA	8 668,80 € T.T.C.
Remplacement de 2 menuiseries extérieures à l'Espace Bellevue.  Lot n° 1 : Gros œuvre  Travaux de gros œuvre et de préparations pour le remplacement de menuiseries extérieures bois.	Procédure adaptée	EIFFAGE CONSTRUCTION	11 042,40 € T.T.C.
Remplacement de 2 menuiseries extérieures à l'Espace Bellevue.  Lot n° 2 : Menuiseries extérieures	Procédure adaptée	EIFFAGE CONSTRUCTION	47 986,80 € T.T.C.
Remplacement de 2 menuiseries extérieures à l'Espace Bellevue.  Lot n° 3 : Plâtrerie - Peinture	Procédure adaptée	EIFFAGE CONSTRUCTION	6 402,60 € T.T.C.
Marché d'insertion : accompagnement éducatif en restauration scolaire et animation des temps d'accueil périscolaires (accord-cadre à bons de commande).	Procédure adaptée	Association HORIZONS	Minimum : 70 000 € T.T.C.  Maximum : 130 000 € T.T.C.  pour la durée de l'accord-cadre (saison scolaire 2021-2022)

Objet	Procédure	Titulaire	Montant
<p>Mise en place de structures modulaires - Zone Beldern à Aguilera.</p> <p>Aménagement de locaux destinés au centre de formation du Biarritz Olympique afin d'accueillir des locaux administratifs, de musculation et des vestiaires.</p>	Procédure adaptée	ALGECO	81 000,00 € T.T.C. (Location : 38 000 € Transport, installation, travaux d'aménagement : 43 000 €)
<p>Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagnement au transfert de la compétence Petite Enfance du CCAS à la Ville de Biarritz.</p> <p>En vue de rationaliser les conditions de l'accueil de la petite enfance en lien direct avec le service de l'Education de la Ville de Biarritz, il est envisagé de regrouper au sein d'une même direction ces deux services pour harmoniser et optimiser les conditions d'accueil et de gestion de ces services en améliorant la réponse aux besoins des mêmes familles concernées.</p>	Procédure adaptée	Groupement SPQR / ADMYS AVOCATS	32 400,00 € T.T.C.
<p>Remplacement des portes coupe-feu métalliques aux Halles Centrales.</p> <p>Les portes coupe-feu à remplacer se situent au sous-sol du bâtiment et dans le hall de l'ascenseur poisson au rez de chaussée.</p>	Procédure adaptée	AMS ATLANTIQUE	23 794,80 € T.T.C.
Travaux de ravalement de façades de l'Etablissement Français du Sang - 10 Rue Manuel Jaudel	Procédure adaptée	ATLANTIC REVETEMENTS	66 000,00 € T.T.C.

➤ Signature d'avenants aux marchés publics :

Marché	Titulaire	Objet	Montant
--------	-----------	-------	---------

Travaux de création de la Brasserie Olatua II Aquarium de Biarritz Lot n° 2 : Charpente - Couverture - Zinguerie	ITOIZ	Avenant n° 4 ayant pour objet la modification du Cahier des Clauses Administratives Particulières du marché, afin de prévoir une réception partielle des travaux et ainsi, régulariser la situation.  L'article 9.7.1 du C.C.A.P. est ainsi complété :  « Pour le lot n° 2, il est prévu une réception partielle selon le plan joint : la zone 1 sera réceptionnée afin de permettre une exploitation de la brasserie par l'exploitant. La zone n° 2 fera l'objet d'une	Sans objet.
Travaux de réhabilitation du groupe scolaire Victor Duruy Lot n° 17 : VRD	DUBOS TP	Avenant n° 1 ayant pour objet les prestations supplémentaires suivantes : détection, marquage et mise sur plan des réseaux divers existants, complément d'assainissement EP du nouveau préau, plateforme bâtiments modulaires, complément de tranchées réseaux secs, chauffage et photovoltaïque, supplément d'enrobés provisoires dans les zones non prévues, la mauvaise qualité des	24 140,94 € T.T.C.
Entretien et maintenance des ascenseurs dans les bâtiments communaux Lot n° 1 : Bâtiments exploités par la Ville de Biarritz	KONE	Avenant n° 2 ayant pour objet la prise en compte de la révision annuelle du prix du marché d'un pourcentage de  + 0,0064 %	172,14 € T.T.C.
Mise en place d'exutoires de ventilation aux Halles	E I F F A G E CONSTRUCTION	Avenant n° 1 ayant pour objet une moins-value électrique liée aux réseaux déjà existants.	- 7 080,00 € T.T.C.

➤ Signature de conventions :

Objet	Montant
Signature d'une convention d'occupation du domaine public avec l'Association KUNMING, concernant la mise à disposition du complexe sportif de la Halle des Sports (mur à gauche) afin d'y organiser la pratique de gymnastique traditionnelle chinoise, pour une durée totale de 60 h 00 d'utilisation, du 28 octobre au 7 novembre 2021.	Montant de la redevance versée par l'association :  1 501,95 €
Signature d'une convention de billetterie avec l'EPIC BIARRITZ TOURISME dans le cadre de la retransmission d'opéras à la Gare du Midi, depuis le MET de New York.	
Signature d'une convention d'occupation des anciens locaux de la Police Municipale - 6 Rue Jaulerry, avec la Sté PASSION FILMS, afin d'y installer les bureaux de production de la série télévisuelle « Capitaine Marleau », du 12 novembre au 21 novembre 2021.	Montant de la redevance versée par la Production :  5 000,00 € par mois
Signature d'une convention de tournage, avec la Sté PASSION FILMS, en vue du tournage audiovisuel de la série télévisuelle « Capitaine Marleau », dans les locaux de l'Ancienne Auberge de Jeunesse sise 8 Rue Chiquito de Cambo, du 1 <sup>er</sup> décembre au 15 décembre 2021.	Montant de la redevance forfaitaire versée par la Production :  1 500 €
Signature d'une convention de mise à disposition d'un espace d'exposition au Musée Historique de Biarritz, avec l'Association culturelle Les Amis du Musée Historique de Biarritz et la Société des Membres de la Légion d'Honneur (organisateur), concernant l'organisation de l'exposition « Le Pays Basque et la Légion d'Honneur » qui se déroulera du 8 au 14 novembre 2021.	A titre gracieux
Signature d'une convention d'adhésion au réseau de vidéotransmission avec la Société PATHE LIVE dans le cadre de la retransmission d'opéras pour la saison 2021/2022 à la Gare du Midi.	5 340,00 € H.T.

**LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE**